

Annexe II

Modèle de présentation des rapports récapitulatifs en application de l'article 7 du Protocole sur l'eau et la santé

Résumé analytique

Veuillez donner une évaluation générale des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Protocole dans votre pays au cours de la période d'établissement de rapports. Décrivez brièvement les principales mesures prises et soulignez les résultats importants, les principales difficultés, les facteurs de réussite et les exemples concrets de bonne pratique.

Longueur suggérée : 2 pages au maximum.

Depuis 2004, la France élabore tous les 5 ans, un plan national en santé-environnement. Inscrits dans le code de la santé publique, ces plans successifs ont permis des avancées notables pour réduire l'impact de l'environnement sur la santé, une meilleure prise en compte de la santé environnement à toutes les échelles du territoire et le développement de programmes de recherche structurées. Le 3ème plan national santé environnement (PNSE3) pour la période 2015-2019 comprenait des actions importantes dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement. Il a permis de souligner les enjeux relatifs aux plans de gestion de la sécurité sanitaire des eaux promus par l'Organisation mondiale de la santé, à la protection des captages d'eau potable et à la prévention des pollutions de la ressource en eau, aux programmes d'actions s'agissant des micropolluants dans l'eau, au plan d'actions national sur l'assainissement non collectif, à la réutilisation des eaux usées traitées, à la prévention de la légionellose et à l'accès équitable à l'eau, dans ses différentes dimensions géographiques, populationnelles, tarifaires ou sociales. Les actions du PNSE 3 ont été mises en œuvre et se sont prolongées au-delà de 2019 tenu de leur dimension importante et des axes de progrès. Dans la continuité du PNSE3, le nouveau plan national santé-environnement « un environnement, une santé » (PNSE4) a été lancé en mai 2021.

La transposition en droit français de la directive 2020/2184 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (refonte) permettra de renforcer la sécurité sanitaire des EDCH et d'améliorer l'accès à l'eau potable pour l'ensemble de la population.

Des plans sectoriels constituent le cadre de travail des ministères de la santé et de l'environnement sur des domaines à enjeux en France, comme le plan d'actions national sur l'assainissement non collectif 2014-2021 (PANANC2) ou le Plan gouvernemental pour la gestion durable des services d'eau et d'assainissement dans les Outre-mer 2016-2021 (PEDOM)

Plusieurs indicateurs relatifs à la qualité de l'eau potable ou des masses d'eau ont été retenus à l'issue d'une concertation menée sous l'égide du Conseil national de l'information statistique (CNIS) pour le suivi des progrès de la France dans l'atteinte des 17 Objectifs de développement durable (ODD) de l'agenda 2030 des Nations Unies.

Enfin, les sujets relatifs à l'eau sont gérés dans un cadre de gouvernance bien établi, et la concertation nationale des « Assises de l'eau » (2018-2019) souligne la volonté de réunir les acteurs publics ou privés du secteur de l'eau et de la société civile sur les sujets importants des services publics d'eau et d'assainissement et de la ressource en eaux

Première partie

Aspects généraux

1. Des objectifs et des dates cibles ont-ils été fixés dans votre pays conformément à l'article 6 du Protocole ?

Les détails sur les domaines cibles seront fournis dans la deuxième partie.

OUI ☒ NON ☐ EN COURS ☐

Si les objectifs ont été revus, veuillez indiquer la date d'adoption et les domaines cibles révisés. Les détails seront fournis dans la deuxième partie.

2. Les objectifs et des dates cibles ont-ils été rendus publics et, dans l'affirmative, comment ?

Précisez si les objectifs et les dates cibles ont été publiés, portés à la connaissance du public (par exemple, publication en ligne, publication officielle, médias) et communiqués au secrétariat.

Le secrétariat conjoint du Protocole a été informé par courrier du 24 août 2017 du Directeur général de la santé (Ministère des solidarités et de la santé) et du Directeur de l'eau et de la biodiversité (Ministère de la transition écologique) d'une liste d'objectifs nationaux publiés depuis 2013 dans les principaux plans et programmes :

- stratégie nationale de santé
- instruction du secrétariat général du ministère des solidarités et de la santé du 17 juillet 2014 relative à l'élaboration des contrats pluri-annuels d'objectifs et de moyens entre l'Etat et les Agences régionales de santé
- programme de travail de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'environnement, de l'alimentation et du travail
- programme de travail de l'Agence nationale de santé publique
- plan gouvernemental 2016-2026 pour la gestion durable des services d'eau et d'assainissement dans les régions d'Outre-mer
- plan national santé-environnement 2015-2019
- plan d'actions national pour l'assainissement non-collectif 2014-2019
- programme interministériel territorial de l'Etat
- feuille de route du gouvernement pour la transition écologique.

Ce document récapitule les principaux objectifs du champ « eau et santé » qui trouvent leur mise en œuvre avec l'action de plusieurs ministères (ministère de la transition écologique, ministère des solidarités et de la santé, ministère de l'agriculture et de l'alimentation, ministère de l'économie, des finances et de la relance, ministère de l'intérieur, ministère des Outre-mer) ou agences sanitaires.

Le plan national santé-environnement 2015-2019 (PNSE3) a fait l'objet d'un communiqué de presse des ministres chargés de l'écologie et de la santé, à l'issue de sa présentation en Conseil des ministres, le 12 novembre 2014. Le PNSE 3 est publié en ligne sur les sites :

- du ministère en charge de la santé : <http://www.sante.gouv.fr/plan-nationalsante-environnement-pnse-3-2015-2019.html>
- du ministère en charge de l'écologie : <http://www.developpementdurable.gouv.fr/Plan-national-sante-environnement,41393.html>

Le PNSE3 était porté au niveau local par l'instruction du Gouvernement du 27 octobre 2015 relative à l'élaboration des plans régionaux santé-environnement.

Le nouveau plan national santé-environnement « un environnement, une santé » (PNSE4) a été lancé en mai 2021, dans la continuité du PNSE3. Il a fait l'objet d'un communiqué de presse conjoint des Ministres chargés de l'écologie et de la santé, publié le 7 mai 2021. Le PNSE4 est en ligne sur les sites internet de ces 2 ministères (<https://solidarites-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/les-plans-nationaux-sante-environnement/article/plan-national-sante-environnement-4-pnse-4-un-environnement-une-sante-2021-2025>; <https://www.ecologie.gouv.fr/environnement-sante-decouvrez-4e-plan-national-sante-environnement>).

3. Votre pays a-t-il mis en place des mécanismes nationaux ou locaux de coordination des autorités compétentes pour la définition d'objectifs ? Dans l'affirmative, précisez comment cela s'est fait et indiquez notamment l'autorité/les autorités publique(s) ayant assumé le rôle de direction et de coordination, les autorités publiques mises à contribution et la manière dont la coordination a été assurée.

Les objectifs des plans nationaux santé-environnement (PNSE) sont fixés par les ministères directement concernés (ministères chargés de l'écologie, de la santé, de la recherche et du travail). Les autres ministères (ministères chargés de l'agriculture, de l'industrie) sont également associés à l'élaboration de ce plan.

Les rôles de coordination et de direction sont assumés conjointement par les ministères chargés de l'écologie et de la santé. Pour la définition des objectifs du PNSE, les ministères s'appuient notamment sur les rapports d'évaluation de la mise en œuvre des objectifs du PNSE précédent, sur les conclusions de réunions d'échanges avec les services locaux en charge des Plans régionaux en santé-environnement, sur les travaux de groupes de travail spécifiques, etc.

Par ailleurs, le PNSE est soumis à la consultation du public.

La concertation nationale sur la politique de l'eau repose par ailleurs sur le Comité national de l'eau (CNE). Organisme placé auprès du ministre chargé de l'environnement, le CNE a été instauré en 1964 par la loi relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution pour examiner les questions communes aux grands bassins hydrographiques. Son rôle a été élargi et renforcé par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006.

Le Comité national de l'eau est consulté notamment sur les circonscriptions géographiques des bassins et groupements de bassins, sur les projets d'aménagement et de répartition des eaux ayant un caractère national ou régional, ainsi que sur l'élaboration de la législation ou de réglementation en matière d'eau, sur les orientations stratégiques de l'Office français de la biodiversité (OFB), et sur le prix de l'eau facturé aux usagers et la qualité des services publics d'eau et d'assainissement.

Le Comité national de l'eau est composé de représentants de l'État et de ses établissements publics, de membres du Parlement, de membres du Conseil économique, social et environnemental, de présidents des comités de bassin et des comités de l'eau et de la biodiversité, de représentants des collectivités territoriales dont les associations d'élus, de représentants des usagers, de présidents de commission locale de l'eau, et de personnes qualifiées.

4. Un programme de mesure ou un plan d'action a-t-il été mis au point pour soutenir la réalisation des objectifs ? Si oui, décrivez brièvement le programme ou le plan concerné, et indiquez entre autres comment les incidences financières ont été prises en compte.

Plusieurs plans d'actions sont mis en œuvre dans le cadre de politiques sectorielles. A titre d'exemple, le plan gouvernemental 2016-2026 pour la gestion durable des services d'eau et d'assainissement dans les régions françaises des Outre-mer a été signé en mai 2016 par les ministres chargés de l'environnement, de la santé et des Outre-mer et vise à renforcer le service public d'eau et d'assainissement en établissant des Contrats de progrès entre l'Etat et les collectivités locales. Un comité de pilotage se réunit deux fois par an et un comité technique se réunit une fois par mois, et associe les ministères ainsi que les opérateurs de l'Etat qui assurent le financement des opérations.

5. Quelles dispositions ont-elles été prises dans votre pays pour assurer la participation du public au processus de définition des objectifs conformément au paragraphe 2 de l'article 6, et comment les résultats de cette participation ont-ils été pris en compte dans les objectifs finalement adoptés ?

Le PNSE est le résultat d'une concertation menée avec l'ensemble des parties prenantes dans le cadre du Groupe Santé Environnement.

6. Veuillez donner des renseignements sur la démarche suivie pour établir le présent rapport et indiquez en particulier les autorités publiques qui en ont assumé la responsabilité principale, les autres parties prenantes mises à contribution, etc.

Le présent rapport a été rédigé par la direction générale de la santé du ministère des solidarités et de la santé avec le concours de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de la transition écologique. Les données épidémiologiques sont issues d'informations publiées par l'Agence nationale de santé publique.

7. Veuillez signaler toute situation particulière pouvant aider à mieux comprendre le rapport en précisant notamment s'il existe dans votre pays une structure décisionnelle fédérale et/ou décentralisée.

Dans le domaine de la prévention et la gestion des risques sanitaires liés à l'eau, la **direction générale de la santé du ministère des solidarités et de la santé** est chargée de protéger la santé de la population à travers les différents usages de l'eau. Dans ce cadre, elle :

- élabore les textes législatifs et réglementaires dans le domaine de la sécurité sanitaire des eaux ;

- établit les modalités du contrôle sanitaire des eaux, piloté par les Agences régionales de santé (ARS) ;
- définit les exigences de qualité des eaux conformément aux directives européennes et en s'appuyant sur les instances nationales d'expertise et autorités indépendantes : Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses), Agence nationale de santé publique (ANSP), Autorité de sûreté nucléaire (ASN), Haut conseil de la santé publique (HCSP) et Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) ;
- diffuse aux préfets les consignes de gestion du risque garantissant la sécurité sanitaire de la population dans les différents usages de l'eau, mises en oeuvre par les ARS ;
- définit les conditions d'agrément des hydrogéologues en matière d'hygiène publique ;
- instruit une partie des demandes d'agrément des laboratoires d'analyses des eaux (paramètres de radioactivité) en lien avec l'Anses et l'ASN ;
- instruit les demandes d'autorisation individuelle des matériaux au contact de l'eau et des produits et des procédés de traitement, en lien avec les agences d'expertise ;
- pilote la maîtrise d'ouvrage des systèmes d'information en santé-environnement sur les eaux (SISE-Eaux, Aqua-SISE, Cart'Eaux) et l'exploitation des données issues de ceux-ci à l'échelle nationale ;
- élabore les bilans nationaux et les rapports pour la Commission européenne sur la qualité des eaux ;
- assure la négociation des directives européennes et leur transposition en droit français ;
- contribue au suivi du plan gouvernemental pour la gestion durable des services d'eau et d'assainissement dans les Outre-mer ;
- participe aux travaux internationaux du Protocole sur l'eau et la santé (Organisation mondiale de la santé et Commission économique pour l'Europe des Nations-Unies) ;
- siège au Comité national de l'eau (CNE) et au Comité consultatif sur le prix et la qualité des services publics d'eau et d'assainissement (CCPQSPEA) ;
- finance des actions de prévention et de communication, des études, des campagnes d'analyses en établissant notamment des partenariats avec des organismes publics : Anses, ANSP, Association scientifique et technique de l'eau et de l'environnement (ASTEE), Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB), etc. ;
- participe aux travaux de normalisation nationaux et internationaux dans le domaine de l'eau, en lien notamment avec l'Association française de normalisation (AFNOR).

Au niveau régional, les 18 **Agences régionales de santé** ont pour principales missions, en matière de politiques de l'eau :

- L'instruction des demandes d'autorisations, parmi lesquelles :
 - o l'autorisation d'utilisation d'eau en vue de la consommation humaine ;
 - o l'autorisation temporaire d'utilisation d'eau en vue de la consommation humaine en cas de recours en urgence à une nouvelle ressource en eau suite à une interruption imminente ou effective de la distribution d'eau (dans le cas de conditions climatiques exceptionnelles ou d'une pollution accidentelle de la ressource) ;
 - o l'autorisation des filières de traitement et des produits de traitements, qui doivent être, dans les conditions normales ou prévisibles d'emploi, conformes à des dispositions spécifiques définies par arrêté du ministre chargé de la santé.
- La mise en œuvre du contrôle sanitaire :
 - o la réalisation d'un programme de prélèvements et d'analyses d'eau en différents points des installations de production et de distribution d'eau
 - o l'expertise sanitaire des résultats d'analyse ;
 - o l'inspection des installations de production et de distribution d'eau ;
 - o la prise de décision relative aux mesures de l'administration (autorisations, gestion des non-conformités, etc.) ;
 - o le contrôle de la surveillance exercée par les personnes responsables de la production/distribution de l'eau (PRPDE) ;
 - o L'information sur la qualité de l'eau.

Au sein du **ministère en charge de l'environnement**, la **direction de l'eau et de la biodiversité** a notamment pour missions la conception, l'évaluation et la mise en œuvre des politiques de l'eau, des espaces naturels, de la biodiversité terrestre et marine et des ressources minérales non énergétiques en vue de garantir la préservation et un usage équilibré de ces ressources. Le sens de son action - sa raison d'être - consiste à rechercher dans la mise en œuvre de cette mission une territorialisation pertinente, une transversalité accrue entre les diverses composantes de la qualité écologique, un développement de l'expertise au service de la prise de décision, l'intégration des enjeux environnementaux le plus en amont possible dans les projets d'aménagement ou d'urbanisation et la conciliation des actions quotidiennes d'exploitation et d'anthropisation des territoires avec des objectifs de protection des milieux et de reconquête de leur biodiversité. Elle met en œuvre tous les outils fondamentaux des politiques publiques : réglementation (code de l'environnement et

directives européennes), animation, concertation, information, amélioration des connaissances, etc. Une grande part des politiques poursuivies s'appuie sur les établissements publics dont elle exerce la tutelle : les Agences de l'eau, les Parcs nationaux, le Conservatoire du littoral, et l'Office français pour la biodiversité, créé au 1^{er} janvier 2017 par la loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages d'août 2016.

Au sein de la direction de l'eau et de la biodiversité, la sous-direction de la protection et de la gestion de l'eau, des ressources minérales et des écosystèmes aquatiques est chargée de l'élaboration et du suivi des politiques et des textes techniques relatifs à la protection et la gestion de la ressource en eaux douces continentales, des milieux aquatiques et des ressources minérales non énergétiques. Elle coordonne la mise en œuvre de la directive-cadre sur l'eau et pilote les politiques de planification et de programmation résultant de l'application de la directive-cadre sur l'eau et ses directives filles, ainsi que des directives visant à la qualité de l'eau. Elle participe aux négociations européennes et internationales sur ces politiques. Elle assure le suivi des services publics d'eau et d'assainissement et l'organisation des données sur le fonctionnement de ces services et des systèmes d'assainissement. Elle coordonne les politiques de protection, de restauration et de gestion durable des écosystèmes aquatiques d'eau douce et des milieux humides. Elle traite des aménagements ayant un impact sur les milieux, notamment à travers l'élaboration de la politique de protection et de restauration de la continuité écologique des cours d'eau. A ce titre, elle traite des politiques :

- de protection des eaux superficielles et souterraines continentales ;
- d'amélioration de la gestion quantitative des ressources en eaux douces superficielles et souterraines continentales ;
- de surveillance et d'évaluation de l'état écologique, chimique et quantitatif des eaux, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau ;
- de prévention et de réduction des pollutions des eaux de toutes origines, y compris d'origine diffuse ou accidentelle, sous réserve des attributions de la direction générale de la prévention des risques relatives aux installations classées et au contrôle des produits chimiques, et s'agissant des pollutions d'origine agricole, en liaison avec le ministère chargé de l'agriculture ;
- d'amélioration des performances des réseaux d'eaux potables et des systèmes d'assainissement collectif, non collectif et pluvial.

Dans chaque département, la **Direction Départementale des Territoires (DDT)** met en œuvre notamment les politiques publiques relatives à la préservation de la ressource en eau et des milieux aquatiques :

- police de l'eau et des milieux aquatiques en ce qui concerne notamment, l'assainissement collectif, l'épandage des boues d'épuration, l'utilisation des eaux usées traitées et les rejets d'eaux pluviales
- application de la directive cadre sur l'eau et de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques
- gestion quantitative de la ressource en eau
- protection de la ressource en eau vis-à-vis des pollutions diffuses (nitrates et phytosanitaires).

Le **service public de l'eau potable et de l'assainissement collectif** est exercé par les communes ou groupements intercommunaux (tels que les syndicats intercommunaux ou les communautés d'agglomération), auxquels les communes peuvent choisir de transférer toute ou partie des responsabilités et missions correspondantes. Chaque commune ou groupement intercommunal peut choisir un opérateur, public ou privé, à qui confier la gestion du service. Comme prévu dans le code de la santé publique et dans le code général des collectivités territoriales, les opérateurs, maires ou présidents de syndicats, sont les premiers responsables de la surveillance et du maintien de la qualité de l'eau, mais aussi de l'information des consommateurs.

Dans chaque région et département, la coordination des services intervenant dans le domaine de l'eau est assurée, sous l'autorité des préfets, au sein des **Missions Inter-Services de l'Eau et de la Nature (MISEN)**. De manière générale, la MISEN regroupe l'ensemble des services de l'État et les établissements publics assurant des missions dans le domaine de l'eau et de la nature. Elle constitue un pôle de coordination des actions de ces services afin d'améliorer l'efficacité de l'action administrative dans les différents domaines : ressources en eau, qualité des milieux aquatiques, assainissement, eau potable, gestion des risques liés aux inondations, documents de planification, protection de l'environnement et de la biodiversité... La MISEN vise à assurer la cohérence des actions de ses membres avec la politique globale de gestion de l'eau et des milieux aquatiques et de l'environnement dans la région ou le département.

Deuxième partie

Objectifs et dates cibles fixés et évaluation des progrès accomplis

Pour les pays qui ont fixé ou revu des objectifs et des dates cibles, veuillez fournir des renseignements concernant spécifiquement les progrès accomplis à cet égard. Si vous n'avez pas fixé d'objectif dans un domaine donné, veuillez expliquer pourquoi.

Pour les pays qui définissent actuellement des objectifs, veuillez fournir des renseignements sur les conditions de base et/ou les objectifs envisagés dans les domaines cibles considérés.

Longueur suggérée : 1 page (330 mots) par domaine cible.

I. Qualité de l'eau potable fournie (art. 6, par. 2 a))

Pour chaque objectif défini dans ce domaine :

1. Décrivez l'objectif actuel et la date cible. Précisez le contexte (en indiquant notamment la situation prise comme repère/le point de départ et en mentionnant la législation existante aux plans national et international), ainsi que la justification donnée pour l'adoption de l'objectif fixé.

L'objectif est de respecter les dispositions de la réglementation nationale transposant la directive 98/83/CE du Conseil du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et la directive 2013/51/Euratom du Conseil du 22 octobre 2013 fixant des exigences pour la protection de la santé de la population en ce qui concerne les substances radioactives dans les eaux destinées à la consommation humaine.

Le plan national santé-environnement PNSE3 (2015-2019) prévoyait notamment de :

- mettre en œuvre la protection des captages utilisés pour l'alimentation en eau potable contre les pollutions accidentelles et les pollutions diffuses ;
- surveiller les substances émergentes prioritaires dans les captages utilisés pour l'alimentation en eau potable contre les pollutions accidentelles et les pollutions ;
- promouvoir la mise en place de plans de sécurité sanitaire pour l'alimentation en eau potable ;
- élaborer un plan national d'actions sur les micropolluants dans l'eau.

Le 4^{ème} plan national santé-environnement « Un environnement, une santé », lancé en mai 2021 comporte une action sur la prévention de la légionellose : « *Mieux comprendre et prévenir les cas de légionellose - Comprendre l'origine de l'augmentation du nombre de cas de légionellose détectés et proposer, aux professionnels et au grand public, des actions de prévention et de protection* ».

Enfin, plusieurs indicateurs nationaux permettent de suivre l'évolution de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine :

- pourcentage d'unités de distribution d'eau potable présentant des dépassements des limites de qualité microbiologique (E.coli et entérocoques) ;
- proportion de la population alimentée par de l'eau au moins une fois non conforme au cours de l'année pour les paramètres pesticides ;
- proportion de la population alimentée par de l'eau au moins une fois non conforme au cours de l'année pour le paramètre nitrates.

2. Décrivez les mesures prises (par exemple en matière légale et réglementaire, en matière financière et économique et sur les plans de l'information, de l'éducation et de la gestion) pour atteindre l'objectif fixé (voir aussi le paragraphe 5 de l'article 6 du Protocole).

Dans ses précédents rapports, la France a décrit dans le détail les principes et les dispositions prises au niveau législatif et réglementaire, s'agissant de la sécurité sanitaire de l'eau potable et notamment du dispositif d'autorisations de prélèvement et de distribution d'eau en vue de la consommation humaine, du contrôle sanitaire de l'eau potable par les Agences régionales de santé, et du système de surveillance de la qualité de l'eau par les autorités responsables de la production ou de la distribution de l'eau.

Pour mémoire, en France, l'eau du robinet fait l'objet d'un suivi sanitaire permanent, destiné à en garantir la sécurité sanitaire. Le suivi sanitaire comprend à la fois :

- la surveillance exercée par les personnes responsables de la production ou de la distribution de l'eau (PRPDE) : vérification régulière des mesures prises pour protéger la ressource utilisée, vérification du fonctionnement des installations, réalisation d'analyses effectuées en différents points... ;
- le contrôle sanitaire mis en œuvre par les ARS, exercé en toute transparence et en toute indépendance vis-à-vis des PRPDE.

Le contrôle sanitaire mis en œuvre par les ARS comprend la réalisation d'un programme de prélèvements et d'analyses d'eau en différents points des installations de production et de distribution d'eau. Les prélèvements sont réalisés par les agents des laboratoires agréés, au titre du Code de la santé publique (CSP), pour le compte des ARS ou directement par les ARS, puis analysés par les laboratoires agréés. La fréquence des prélèvements et la typologie des contrôles sont fixées réglementairement et dépendent de plusieurs paramètres : vulnérabilité de la ressource, quantités prélevées et importance de la population desservie en sortie de production ou en distribution. L'ARS peut renforcer ce contrôle, en termes de paramètres et de fréquences, selon le contexte local et la qualité de l'eau.

A cet effet, le CSP et ses arrêtés d'application définissent :

- les fréquences de prélèvements et les types d'analyses à effectuer :
 - o sur la ressource (au niveau des captages), pour évaluer la qualité de l'eau avant tout traitement, la fréquence de ce contrôle étant fonction du débit des installations (de un tous les 5 ans à plusieurs par mois) ;
 - o au point de mise en distribution (en sortie de la station de traitement ou sur le réseau de distribution), pour s'assurer de la bonne qualité de l'eau après traitement, la fréquence de ce contrôle étant fonction du débit moyen journalier délivré ou du nombre de personnes alimentées (de un tous les ans à plusieurs par mois) ;
 - o aux robinets normalement utilisés par les consommateurs, pour vérifier le respect des exigences de qualité au robinet et identifier une éventuelle dégradation de la qualité de l'eau dans les canalisations, la fréquence de ces prélèvements varie selon la population alimentée par le réseau de distribution (de deux par an à plusieurs dizaines par mois) ; à noter que les paramètres analysés aux points de mise en distribution ne sont pas systématiquement analysés aux robinets, leur concentration n'évoluant pas durant le transport de l'eau jusqu'au robinet.
- la liste des paramètres à rechercher. On distingue ainsi les paramètres présentant des risques sanitaires à court terme (paramètres microbiologiques par exemple) ou à long terme (pesticides par exemple) et les paramètres « de confort » (qualifiant les caractéristiques organoleptiques de l'eau distribuée au robinet du consommateur) ou « indicateurs » pouvant témoigner de dysfonctionnements des installations de production.

Au total, le contrôle sanitaire de l'eau du robinet porte sur l'analyse d'une cinquantaine de paramètres. Ce contrôle peut être étendu à plusieurs centaines de paramètres lorsque des familles de paramètres sont analysées (pesticides notamment) ou qu'un contrôle supplémentaire est mis en œuvre par l'ARS.

Les modalités de gestion des dépassements relatifs à certains paramètres ont été précisées :

- Instruction n° DGS/EA4/2019/142 du 21 juin 2019 relative à la gestion des risques sanitaires en cas de présence de chrome dans les eaux destinées à la consommation humaine
- Instruction n° DGS/EA4/2020/177 du 18 décembre 2020 relative à la gestion des risques sanitaires en cas de présence de pesticides et métabolites de pesticides dans les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux conditionnées
- Instruction n° DGS/EA4/2020/67 du 29 avril 2020 modifiant l'instruction n° DGS/EA4/2012/366 du 18 octobre 2012 relative au chlorure de vinyle monomère dans l'EDCH

L'évolution majeure du contrôle sanitaire des EDCH interviendra avec l'entrée en vigueur de la transposition de la directive 2020/2184 relative à la qualité des EDCH (refonte). En effet, cette directive met notamment à jour les dispositions relatives au suivi de la qualité de l'eau, elle doit être transposée d'ici le 12 janvier 2023, avec différents délais d'entrée en vigueur. Ainsi, des nouveaux paramètres seront ajoutés dans le contrôle sanitaire à compter du 1^{er} janvier 2026 : bisphénol A, chlorates, chlorites, acides haloacétiques, microcystine LR, somme de composés perfluorés et uranium.

3. Évaluez les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif depuis la situation prise comme repère, en mentionnant les difficultés éventuellement rencontrées.

La France a soutenu la mise en place de plans de gestions de la sécurité sanitaire des eaux. Cette stratégie générale de gestion préventive et d'anticipation, promue par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) depuis 2004, a été inscrite dans les futures dispositions de la nouvelle directive 2020/2184 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, adoptée en décembre 2020. Un guide intitulé « *Initier, mettre en œuvre et faire vivre un PGSSE* » à l'attention des acteurs de la production et/ou de la distribution d'eau a été publié en mars 2021. Il propose une méthode pragmatique et des outils d'aide à l'identification des dangers, des événements dangereux et des mesures de maîtrise des risques afin de mettre en œuvre un PGSSE.

Une campagne nationale de mesures de paramètres émergents (pesticides, métabolites de pesticides, résidus d'explosifs, 1,4 dioxane) dans les eaux brutes utilisées pour produire de l'eau potable et dans les eaux fournies par un réseau de distribution public a été confiée au Laboratoire d'hydrologie de Nancy de l'Anses par la Direction générale de la santé en 2020. Les résultats finaux seront disponibles fin 2022/début 2023.

Une campagne nationale exploratoire a été confiée par la DGS au Laboratoire d'hydrologie de Nancy de l'Anses sur la qualité des eaux conditionnées vis-à-vis de plusieurs substances émergentes (près de 150 composés organiques et minéraux ainsi que de certains paramètres microbiologiques non réglementés). Cette campagne, menée entre 2013 et 2015, a concerné la totalité des eaux conditionnées françaises faisant l'objet d'une commercialisation à cette période ainsi que quelques eaux conditionnées étrangères commercialisées en France. Le rapport de cette étude a été publié fin 2019

(<https://www.anses.fr/fr/system/files/LABORATOIRE2018SA0222Ra.pdf>).

Dans le cadre de l'épidémie de Covid-19, différentes thématiques dans le domaine des eaux ont été impactées en 2020, et dans une moindre mesure en 2021 : maintien et organisation du contrôle sanitaire des eaux pendant les phases de confinement, fermeture puis accompagnement lors de la réouverture des établissements thermaux, des piscines et de l'ensemble des établissements recevant du public. La situation de crise sanitaire a amené à se concentrer sur les enjeux et les travaux suivants :

- La définition des risques « Covid-19 » liés aux différents types d'eau,
- La déclinaison et la diffusion des consignes nationales/internationales sur les eaux,
- L'accompagnement des ARS dans la mise en œuvre de leurs missions dans le domaine des eaux.

4. Montrez jusqu'où l'objectif fixé dans ce domaine permet de remplir les engagements pris aux niveaux mondial et régional, s'agissant en particulier du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Le tableau de bord national de suivi des progrès des 17 ODD comprend un indicateur (indicateur 6.i1) sur la population desservie par une eau non-conforme pour la microbiologie et la population desservie par une eau non-conforme pour la physico-chimie.

5. Si vous n'avez pas fixé d'objectif dans ce domaine, veuillez en donner la raison.

II. Réduction du nombre et de l'ampleur des épisodes et incidents de maladies liées à l'eau (art. 6, par. 2 b))

Pour chaque objectif défini dans ce domaine :

1. Décrivez l'objectif actuel et la date cible. Précisez le contexte (en indiquant notamment la situation prise comme repère/le point de départ et en mentionnant la législation existante aux plans national et international), ainsi que la justification donnée pour l'adoption de l'objectif fixé.

En 2020, 1 328 cas de légionellose ont été notifiés en France par le système de déclaration obligatoire (taux de notification des cas = 2,0/100 000 habitants). Ce nombre est nettement inférieur à celui de 2019 (1 816 cas ; taux de notification = 2,7/100 000 habitants).

Les autres épisodes de maladies liées à l'eau peuvent être notamment des cas de gastroentérites aiguës qui relèvent de dysfonctionnements épisodiques des installations de production d'eau (casses de canalisations, retour d'eau, épisodes de turbidité importante de l'eau brute) ou d'inondations majeures.

Le suivi épidémiologique est assuré par l'Agence nationale de santé publique (ANSP).

2. Décrivez les mesures prises (par exemple en matière légale et réglementaire, en matière financière et économique et sur les plans de l'information, de l'éducation et de la gestion) pour atteindre l'objectif fixé (voir aussi le paragraphe 5 de l'article 6 du Protocole).

La France a **renforcé la détection des cas de gastro-entérites liées à l'eau potable** grâce au développement d'outil de consultation des signaux et de remontée des résultats des investigations régionales qui a été déployé par Santé publique France auprès de l'ensemble des équipes régionales depuis 2019.

La méthode développée par Santé publique France permet de détecter, de façon automatisée, des cas groupés de gastro-entérites aiguës médicalisées (GEAm = cas de GEA ayant consulté un médecin et s'étant procuré des médicaments remboursés sous prescription médicale) localisés sur une même unité de distribution d'eau à partir notamment des données du système national des données de santé provenant de l'Assurance maladie (contenu des ordonnances) et de la base de données SISE-Eaux d'alimentation qui recueille les résultats des analyses du contrôle sanitaire des EDCH réalisé par les ARS. Pour la première fois, une méthode de détection permet d'approcher l'impact sanitaire du risque infectieux en lien avec l'eau de consommation, et ce même dans des situations où le nombre de malades est relativement restreint à l'échelle d'une zone géographique. Cette évolution est significative dans la mesure où, hors situation épidémique massive signalée par des déclarants, il était compliqué jusqu'à présent de détecter et caractériser le réel impact sanitaire lié à la qualité microbiologique de l'eau en France. Au regard d'un bilan national de détection rétrospective de cas groupés de GEAm réalisé entre 2010 et 2017 et des travaux précédents, Santé publique France estime que le dispositif de surveillance permettrait de recenser chaque année à l'échelle nationale entre 300 et 550 cas groupés de GEAm en lien avec une origine hydrique plausible. Au regard de la capacité de la méthode développée à détecter des cas groupés de GEAm sur l'ensemble des jours de l'année et sur l'ensemble du territoire, ce dispositif constitue un système de surveillance épidémiologique de la qualité de l'eau complémentaire aux dispositifs réglementaires existants (contrôle sanitaire, surveillance, inspections).

Concernant la **prévention de la légionellose**, une formation est inscrite au programme annuel de formation continue de l'Ecole des hautes études de santé publique (EHESP) depuis plus de 10 ans.

La France a également publié plusieurs recommandations pour la gestion du risque lié aux légionelles et la prévention de la légionellose (Haut Conseil de la santé publique, Risque lié aux légionelles, Guide d'investigation et d'aide à la gestion).

La France a saisi l'opportunité, lors des travaux d'élaboration du PNSE4, d'intégrer une action relative à la prévention de la légionellose (action n°12). Cette action s'inscrit dans la continuité des PNSE2 et PNSE3, de la loi du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique et du plan gouvernemental de prévention des légionelloses (juin 2004).

La légionellose est une maladie essentiellement liée à la qualité microbiologique des eaux issues des réseaux de distribution d'eau chaude sanitaire et en 2020, 120 personnes sont décédées des suites d'une infection aux légionelles et 1 328 cas de légionellose ont été notifiés. La majorité des cas sont des cas sporadiques, isolés (ou non groupés) sans que l'on puisse les relier à une ou des sources d'expositions. Il apparaît nécessaire de continuer à comprendre l'écologie des légionelles et d'identifier d'autres sources d'expositions à risques. Le réseau de distribution d'eau froide (potable délivrée aux robinets) apparaît comme une des voies à explorer.

Pour ce faire, l'action 12 du PNSE4 a pour objectif de disposer d'éléments scientifiques permettant d'une part d'affiner l'impact des facteurs météorologiques (intégration des informations 2018 à 2021) et d'autre part, de donner des éléments de compréhension dans la survenue des cas de légionellose sporadiques observés depuis quelques années.

Dans le cadre du PNSE4, une étude sera ainsi menée par le Centre National de Référence des légionelles (CNR) avec l'appui de Santé publique France et de la Direction générale de la santé avec pour objectif principal d'expertiser la part potentiellement imputable à la qualité de l'eau des réseaux de distribution d'eau aux domiciles des patients parmi l'ensemble des cas de légionellose observés.

Les réseaux de distribution d'eau des domiciles ne sont pas réglementés à ce jour. Néanmoins il s'agira à terme de disposer d'éléments scientifiques afin d'élaborer des messages de recommandations et de prévention à l'attention du grand public et des professionnels de la conception, la maintenance, l'entretien des réseaux d'eau sanitaire.

S'agissant de la **protection des réseaux de distribution d'eau**, après plusieurs années de travaux réglementaires, l'arrêté du 10 septembre 2021 relatif à la protection des réseaux d'adduction et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine contre les pollutions par retours d'eau a été publié, en application

des articles R. 1321-55, R. 1321-57 et R. 1321-61 du code de la santé publique. Il définit les règles relatives à la conception, à l'exploitation et à l'entretien des équipements assurant la séparation entre les réseaux de distribution d'eau potable et les autres réseaux d'eaux des bâtiments (eaux techniques, eaux de pluie, eaux grises...).

L'ANSP-SpF a conduit, entre 2013 et 2016, une **surveillance épidémiologique ciblée des cas d'angiosarcome du foie** à l'échelle nationale afin d'identifier les facteurs de risques environnementaux et professionnels, par le repérage précoce des cas d'angiosarcome et le recueil d'informations sur l'historique professionnel et résidentiel des cas recensés. Du fait du nombre faible de cas recensés, la portée des informations issues de la recherche des expositions environnementales provenant de l'ingestion d'eau du robinet s'avère limitée (cf. « Étude de faisabilité du repérage des cas d'angiosarcome du foie en France et de l'évaluation des expositions environnementales au chlorure de vinyle monomère » Santé publique France, 2017, www.santepubliquefrance.fr).

3. Évaluez les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif depuis la situation prise comme repère, en mentionnant les difficultés éventuellement rencontrées.

En termes d'actions pour la prévention de la légionellose, les années 2020 et 2021 ont été impactées par l'épidémie de Covid-19. Dans ce cadre particulier et dans un contexte de fermetures / ouvertures d'établissements recevant du public comme les hébergements de tourisme marchands (hôtels, résidence de tourisme, campings...) la France a accompagné les exploitants/gestionnaires des établissements recevant du public sur les thématiques liées à l'eau, lors des réouvertures des structures et de la reprise d'activité en 2020 ainsi qu'au printemps 2021. Ainsi, plusieurs fiches techniques « prêtes à l'emploi » ont été actualisées et diffusées :

- Fiche « Réouverture des établissements recevant du public (ERP) et prévention des légionelloses » avec une fiche prête à diffuser aux ERP (mai 2021) ;
- Fiche prête à diffuser pour les « systèmes collectifs de brumisation d'eau » (mai 2021) ;
- Fiche « Modalités de réouverture des établissements thermaux » (mai 2021).

Les orientations nationales d'inspection / contrôle (ONIC) mises en œuvre par les agents des agences régionales de santé, des établissements de santé (établissements hospitaliers, sociaux et médico-sociaux) et des hébergements de tourisme marchands (hôtels, résidence de tourisme, campings...) ont été reconduites en 2021 et 2022.

Enfin, les travaux de transposition en droit national des dispositions de la directive 2020/2184 relative à la qualité des EDCH permettront d'aller vers une sécurisation des réseaux d'adduction d'eau potable jusqu'aux robinets du consommateur final.

4. Montrez jusqu'où l'objectif fixé dans ce domaine permet de remplir les engagements pris aux niveaux mondial et régional, s'agissant en particulier du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Les actions présentées supra permettent de contribuer aux engagements 6.1 et 6.3.

5. Si vous n'avez pas fixé d'objectif dans ce domaine, veuillez en donner la raison.

III. Accès à l'eau potable (art. 6, par. 2 c))

Pour chaque objectif défini dans ce domaine :

1. Décrivez l'objectif actuel et la date cible. Précisez le contexte (en indiquant notamment la situation prise comme repère/le point de départ et en mentionnant la législation existante aux plans national et international), ainsi que la justification donnée pour l'adoption de l'objectif fixé.

L'objectif sur lequel la France s'est engagée correspond à l'objectif de développement durable 6.1 : « garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement d'ici à 2030 ».

2. Décrivez les mesures prises (par exemple en matière légale et réglementaire, en matière financière et économique et sur les plans de l'information, de l'éducation et de la gestion) pour atteindre l'objectif fixé (voir aussi le paragraphe 5 de l'article 6 du Protocole).

Au-delà des questions relatives au respect des exigences de qualité de l'eau potable, les enjeux de santé dans le domaine de l'eau potable peuvent aussi relever, selon les populations et territoires étudiés, de problématiques liées à un accès inéquitable à l'eau, pour les raisons géographiques, tarifaires, structurelles et sociales.

La Stratégie nationale de santé (SNS), publiée par décret du 20 décembre 2017, rappelle qu'en France, **l'accès à l'eau est un droit fondamental**. L'article L.210-1 du code de l'environnement stipule que « *Dans le cadre des lois et règlements ainsi que des droits antérieurement établis, l'usage de l'eau appartient à tous et chaque personne physique, pour son alimentation et son hygiène, a le droit d'accéder à l'eau potable dans des conditions économiquement acceptables par tous.* ».

Le ministère chargé de la santé a publié la note d'information aux ARS du 16 décembre 2016 relative à la **diffusion de l'outil d'évaluation concernant l'équité en matière d'accès à l'eau potable et à l'assainissement** développé dans le cadre des travaux du Protocole sur l'eau et la santé (OMS-Europe, CEE-NU), qui a pour objectif d'informer les ARS de la publication de documents officiels du Protocole, et de leur utilisation possible en lien avec leurs partenaires en région. L'outil d'évaluation a été utilisé dans la région Ile-de-France (métropole de Paris).

La loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire impose à tous les établissements recevant du public d'être équipés, à compter du 1^{er} janvier 2022, d'au moins une **fontaine d'eau potable accessible au public**, lorsque cette installation est réalisable dans des conditions raisonnables. Cette fontaine est raccordée au réseau d'eau potable lorsque l'établissement est raccordé à un réseau d'eau potable (article L.541-15-10 III Code de l'environnement). Par ailleurs, les établissements de restauration et débits de boisson sont tenus d'indiquer de manière visible sur leur carte ou sur un espace d'affichage la possibilité pour les consommateurs de demander de l'eau potable gratuite. Ces établissements doivent donner accès à leurs clients à une eau potable fraîche ou tempérée, correspondant à un usage de boisson (article L.541-15-10 III code de l'environnement).

La loi sur l'eau et les milieux aquatiques de 2006 a introduit dans le code de l'environnement le principe selon lequel « *l'usage de l'eau appartient à tous et chaque personne physique, pour son alimentation et son hygiène, a le droit d'accéder à l'eau potable dans des conditions économiquement acceptables par tous.* ». Afin de permettre la mise en œuvre de ce principe tout en s'insérant le cadre légal d'action des collectivités, une expérimentation a été lancée en 2013. La loi « Brottes » a autorisé 50 collectivités à déployer des **dispositifs de tarification sociale ainsi que d'autres mesures en faveur de l'accès à l'eau**. Celles-ci ont alors pu mettre en place différentes modalités d'aides, telles que des allocations ou chèques eau, le remboursement du prix de l'abonnement ou encore des aides curatives pour résorber les impayés. Elles ont également pu proposer des mesures d'accompagnement des bénéficiaires, en termes de démarches administratives ou de sensibilisation aux économies d'eau. Cette expérimentation, qui s'est clôturée le 15 avril 2021, 8 ans après son lancement, a démontré l'importance du principe de subsidiarité. En fonction de ses caractéristiques, chaque collectivité participante a en effet pu élaborer des mesures différentes pour garantir l'accès à l'eau pour tous, suivant les enjeux qui lui sont propres.

Ainsi, la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique a ouvert à toutes les collectivités de France la **possibilité de mettre en place une tarification sociale ou toute autre mesure en faveur de l'accès à l'eau** (article L2224-12-1-1 du code de l'environnement) : définition de tarifs tenant compte de la composition ou des revenus du foyer, aide au paiement des factures d'eau, aide à l'accès à l'eau, accompagnement et mesures favorisant les économies d'eau, définition de tarifs incitatifs définis en fonction de la quantité d'eau consommée. Afin d'accompagner les collectivités souhaitant mettre en œuvre de telles mesures d'accès à l'eau pour tous, les services du Ministère de la Transition écologique ont développé une boîte à outils des politiques sociales de l'eau, fondée sur les retours d'expériences de l'expérimentation « Brottes » ainsi qu'une série d'échanges avec les différents acteurs impliqués à l'échelle locale (collectivités territoriales, services déconcentrés, associations, etc.). Composée d'un ensemble de fiches, témoignages et outils externes régulièrement mis à jour, la boîte à outils a pour objectif d'aider les collectivités à identifier puis mettre en œuvre, avec leurs partenaires, les mesures adaptées à leurs enjeux et besoins propres.

Le **plan d'actions gouvernemental pour une gestion durable des services d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe, Guyane, Martinique, à La Réunion, Mayotte et Saint- Martin (PEDOM)** a été lancé en 2016, pour une durée de 10 ans, par le ministère de la transition écologique, le ministère des Outre-mer, et le ministère des solidarités et de la santé. Ce plan fait l'objet d'un Comité technique qui se réunit mensuellement depuis 2017, avec les services de la Direction de l'eau et de la biodiversité, la Direction générale de la santé, la Direction générale des outremer, l'Office français de la Biodiversité et l'Agence française de développement. Il a pour objectif d'accompagner les collectivités territoriales des territoires ultramarins dans l'amélioration de la qualité de service rendus aux usagers en matière d'accès à l'eau potable, compte tenu que ces territoires sont les plus concernés en nombre, par les situations de non-accès à l'eau.

Concernant les **aires d'accueil des gens du voyage**, leur création, aménagement, entretien et gestion relèvent de la compétence des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomérations, communautés de communes). La réglementation française a évolué en 2019 :

- Chaque aire de grand passage comprend au moins une installation accessible d'alimentation en eau potable et un dispositif de recueil des eaux usées (décret n° 2019-171 du 5 mars 2019) ;
- Chaque aire permanente d'accueil comporte au minimum un bloc sanitaire (intégrant au moins un lavabo, une douche et deux cabinets d'aisance) pour un emplacement, chacun d'eux disposant d'un accès aisé à l'alimentation en eau potable permettant d'individualiser les consommations (décret n°2019-1478 du 26 décembre 2019).

Enfin, l'accès équitable à l'eau et à l'assainissement est l'un des axes importants introduits dans la **directive 2020/2184** de Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (article 17), qui devra être transposée en droit français avant le 12 janvier 2023. Dans ce cadre, des réflexions sont actuellement menées entre les services ministériels (Direction générale de la santé, Direction de l'eau et de la biodiversité, Direction générale des outremer, direction générale des collectivités territoriales, délégation interministérielle de l'hébergement et de l'accès aux logements) afin de transposer ces dispositions de manière ambitieuse dans le droit français.

3. Évaluez les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif depuis la situation prise comme repère, en mentionnant les difficultés éventuellement rencontrées.

Dans le cadre du plan **d'actions gouvernemental pour une gestion durable des services d'eau potable et d'assainissement en Outre-mer**, plusieurs collectivités organisatrices du service public de l'eau et de l'assainissement ont contractualisé sur la base de contrats de progrès établis, en Guadeloupe, Martinique, Guyane et à La Réunion. Depuis 2021, une offre spécifique à l'attention des collectivités ultramarines confrontées à des difficultés de distribution d'eau potable a été mise en place pour les accompagner vers la mise en œuvre de démarche de gestion préventive des risques pouvant peser sur leur système d'approvisionnement en eau potable. Néanmoins, certains territoires ultramarins sont encore fortement confrontés à des difficultés de distribution d'eau potable (instauration de « tours d'eau » pour la distribution publique de l'eau, taux de fuites élevés, sécheresse). En 2021, 50 millions d'euros ont été investis dans le cadre d'un plan de relance dans les territoires ultramarins, ce qui a permis le développement d'un linéaire de réseau d'eau potable 48, 27 km (sources : ministère de la transition écologique).

Au-delà de l'évolution des réglementations françaises, plusieurs initiatives sont à souligner dans l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement. Par exemple, la **plateforme numérique Résorption-bidonvilles**, portée par la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (Dihal), offre aux parties prenantes (services de l'État, collectivités territoriales, acteurs institutionnels, associations) un outil d'information, de coordination et de suivi opérationnel de la situation sur les différents sites identifiés. Elle présente pour chaque terrain ou squat répertorié un état des lieux actualisé des conditions de vie, notamment sur la question de l'accès à l'eau et à l'assainissement (équipements existants, nombre, localisation, sécurité, etc.), permettant aux décideurs et aux opérateurs d'évaluer les éventuelles carences et d'agir pour leur prise en charge, dans un objectif de faciliter l'insertion sociale des habitants concernés. Conçue dans une logique territoriale et collaborative, la plateforme favorise en outre le partage d'informations pratiques, directement dans le « journal du site » ou par l'intermédiaire d'un annuaire regroupant les coordonnées des acteurs et partenaires impliqués (<https://resorption-bidonvilles.beta.gouv.fr/contact>).

Si, à une échelle macroscopique, il paraît que la majorité de la population française a accès à une source d'approvisionnement en eau améliorée, le droit à l'eau et à l'assainissement n'est pas complètement effectif pour tous :

- du point de vue tarifaire et financier, un consensus existe pour considérer que le coût est excessif lorsque la facture d'eau dépasse 3 % du revenu des ménages. Aussi, certains rapports évaluent à près d'un million le nombre de ménages en France qui ont accès à l'eau à un prix considéré comme excessif par rapport à leurs revenus ;
 - du point de vue géographique, des spécificités sont rencontrées notamment en zones de montagne ou d'habitat trop éloigné des réseaux d'eau ou d'assainissement ;
 - du point de vue structurel, dans les outre-mer ;
 - du point de vue populationnel, le droit à l'eau n'est pas effectif pour les personnes qui n'ont pas un accès direct ou permanent à l'eau et à l'assainissement, parmi lesquels les sans-domiciles fixes, les personnes vivant en habitat précaire ou migrantes
4. Montrez jusqu'où l'objectif fixé dans ce domaine permet de remplir les engagements pris aux niveaux mondial et régional, s'agissant en particulier du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
 5. Si vous n'avez pas fixé d'objectif dans ce domaine, veuillez en donner la raison.

IV. Accès à l'assainissement (art. 6, par. 2 d))

Pour chaque objectif défini dans ce domaine :

1. Décrivez l'objectif actuel et la date cible. Précisez le contexte (en indiquant notamment la situation prise comme repère/le point de départ et en mentionnant la législation existante aux plans national et international), ainsi que la justification donnée pour l'adoption de l'objectif fixé.

En matière d'assainissement, la France doit respecter les dispositions de différentes directives européennes, notamment la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau, la directive 91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires et la directive 86-278 du 12 juin 1986 relative à la protection de l'environnement, et notamment des sols, lors de l'utilisation des boues d'épuration en agriculture.

En France, l'enjeu principal n'est plus de garantir l'accès à l'assainissement qui dessert aujourd'hui presque toute la population, mais d'assurer que les eaux usées collectées fassent l'objet, sauf en cas de situations inhabituelles, d'un traitement avant d'être rejetées et que les systèmes d'assainissement disposent de l'équipement épuratoire nécessaire pour traiter la charge de pollution qui leur arrive dans le respect des prescriptions fixées par les autorités locales, qui ne peuvent être moins disantes par rapport aux exigences européennes.

L'assainissement est collectif (population urbaine) ou non collectif (population rurale).

L'assainissement collectif

Les eaux usées urbaines d'une population concentrée dans une zone (agglomération) sont raccordées à un réseau public de collecte qui achemine les effluents à une station de traitement des eaux usées (STEU) pour être traités puis rejetés dans le milieu récepteur, conformément à la directive européenne 91/271/CEE.

En France, les habitations de près de 55 millions de personnes sont raccordées à un système d'assainissement collectif. On estime que, chaque année, environ 3 à 4% du parc de STEU sera à renouveler pour vétusté ou insuffisance de capacité de traitement (la durée de vie d'une STEU est de 30 à 40 ans). Une centaine de STEU appartenant à des agglomérations d'assainissement de plus de 2000 Eh devront être reconstruites ou réhabilitées chaque année.

L'assainissement non collectif

Les habitations qui ne sont pas desservies par un réseau public de collecte des eaux usées, doivent traiter elles-mêmes leurs eaux usées avant de les rejeter dans le milieu naturel en mettant en place une installation individuelle de traitement des eaux domestiques.

On estime à 5 millions le nombre de dispositifs d'assainissement non collectif, concernant 17 % de la population soit environ 12 millions de personnes en France. Sur ces 12 millions de personnes en

assainissement non collectif, on estime que 96% ont mis en place une installation individuelle de traitement des eaux usées.

Par ailleurs, le plan national santé-environnement PNSE 3 (2015-2019) définit comme objectif la publication d'un **plan national d'actions sur l'assainissement non collectif**, ce qui a été fait par les ministères chargés de l'environnement et de la santé. Ce plan d'actions courant jusqu'en 2021 avait pour objectif d'améliorer l'application de la réglementation en ANC, de rendre les dispositifs, plus fiables, plus durables et plus compréhensibles pour l'utilisateur, de donner une plus grande visibilité du secteur au monde industriel et d'assurer la professionnalisation des acteurs, de la conception au contrôle des installations. Un nouveau plan d'actions pour la période 2022-2026, sera prochainement publié. Il a pour objectif de renforcer l'accompagnement des particuliers, collectivités et de l'ensemble des acteurs de la filière et de répondre à l'horizon 2026, aux nouveaux enjeux relatifs au secteur. Il s'inscrira notamment en cohérence avec la nouvelle stratégie européenne sur l'économie circulaire.

Les plans d'action et la réglementation qui leur est liée sont accessibles sur le site :

<http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/>

2. Décrivez les mesures prises (par exemple en matière légale et réglementaire, en matière financière et économique et sur les plans de l'information, de l'éducation et de la gestion) pour atteindre l'objectif fixé (voir aussi le paragraphe 5 de l'article 6 du Protocole).

Concernant les aires d'accueil des gens du voyage, comme indiqué ci-avant, la réglementation française a évolué en 2019 :

- Chaque aire de grand passage comprend au moins une installation accessible d'alimentation en eau potable et un dispositif de recueil des eaux usées (décret n° 2019-171 du 5 mars 2019) ;
- Chaque aire permanente d'accueil comporte au minimum un bloc sanitaire (intégrant au moins un lavabo, une douche et deux cabinets d'aisance) pour un emplacement, chacun d'eux disposant d'un accès aisé à l'alimentation en eau potable permettant d'individualiser les consommations (décret n°2019-1478 du 26 décembre 2019).

3. Évaluez les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif depuis la situation prise comme repère, en mentionnant les difficultés éventuellement rencontrées.

4. Montrez jusqu'où l'objectif fixé dans ce domaine permet de remplir les engagements pris aux niveaux mondial et régional, s'agissant en particulier du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Les actions présentées supra permettent de contribuer à l'engagement 6.2.

5. Si vous n'avez pas fixé d'objectif dans ce domaine, veuillez en donner la raison.

V. Niveaux de résultat des systèmes collectifs et autres moyens d'approvisionnement en eau (art. 6, par. 2 e))

Pour chaque objectif défini dans ce domaine :

1. Décrivez l'objectif actuel et la date cible. Précisez le contexte (en indiquant notamment la situation prise comme repère/le point de départ et en mentionnant la législation existante aux plans national et international), ainsi que la justification donnée pour l'adoption de l'objectif fixé.

2. Décrivez les mesures prises (par exemple en matière légale et réglementaire, en matière financière et économique et sur les plans de l'information, de l'éducation et de la gestion) pour atteindre l'objectif fixé (voir aussi le paragraphe 5 de l'article 6 du Protocole).

3. Évaluez les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif depuis la situation prise comme repère, en mentionnant les difficultés éventuellement rencontrées.

4. Montrez jusqu'où l'objectif fixé dans ce domaine permet de remplir les engagements pris aux *niveaux* mondial et régional, s'agissant en particulier du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
5. Si vous n'avez pas fixé d'objectif dans ce domaine, veuillez en donner la raison.

VI. Niveaux de résultat des systèmes collectifs et autres moyens d'assainissement (art. 6, par. 2 e))

Pour chaque objectif défini dans ce domaine :

1. Décrivez l'objectif actuel et la date cible. Précisez le contexte (en indiquant notamment la situation prise comme repère/le point de départ et en mentionnant la législation existante aux plans national et international), ainsi que la justification donnée pour l'adoption de l'objectif fixé.

de l'objectif fixé.

Les objectifs minimaux de traitement des eaux usées urbaines sont fixés par la directive européenne 91/271/CEE relative au traitement des eaux résiduaires urbaines. Les performances requises sont notamment fonction de la taille des agglomérations et de la sensibilité des milieux (zones sensibles à l'eutrophisation ou non). Ces dispositions sont transposées dans le code général des collectivités territoriales et dans l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015. L'objectif du ministère chargé de l'environnement est de maintenir le taux de conformité des stations d'épuration des eaux usées (STEU) actuel qui se situe autour des 98%, car il existera toujours un pourcentage de 2 à 3 % de nouvelles non conformités annuelles liées aux évolutions de charge et à la vétusté de certains ouvrages. A chaque fin d'année, une liste d'agglomérations et de STEU nouvellement non conformes ou à saturation ou encore, tenues par de nouvelles échéances zones sensibles, est établie et publiée sur le portail national de l'assainissement communal (<https://www.assainissement.developpement-durable.gouv.fr/PortailAC>).

L'atteinte des objectifs de bon état des eaux fixés par la directive cadre sur l'eau (DCE) nécessite, dans certains territoires, un renforcement des traitements sur un certain nombre de STEU et une réduction des déversements des systèmes de collecte par temps de pluie. Un renforcement du traitement du phosphore ou de l'azote ammoniacal doit également être envisagé dans les nouvelles zones sensibles à l'eutrophisation. Lorsque certains usages sensibles de l'eau le nécessitent (baignade, conchyliculture...), les exigences en matière de traitement et de collecte des eaux usées urbaines doivent être adaptées à ces enjeux.

Concernant les installations d'assainissement non collectif (ANC), l'objectif est de supprimer tout impact environnemental ou sanitaire. Toutes les échéances de la directive eaux résiduaires urbaine sont déjà dépassées. S'il y a de nouvelles non conformités qui apparaissent par temps sec ou par temps de pluie alors l'enjeu est de résoudre ce problème le plus rapidement possible.

2. Décrivez les mesures prises (par exemple en matière légale et réglementaire, en matière financière et économique et sur les plans de l'information, de l'éducation et de la gestion) pour atteindre l'objectif fixé (voir aussi le paragraphe 5 de l'article 6 du Protocole).

En cas de non-respect des dispositions relatives à la collecte et au traitement des eaux usées, plusieurs types de mesures réglementaires peuvent être mobilisés par les services en charge de la police de l'eau : mise en demeure, consignation des fonds nécessaires à la réalisation des travaux de mise en conformité, avis défavorable concernant des projets d'urbanisme et éventuels recours devant le tribunal, amendes et astreintes financières vis-à-vis des collectivités concernées par ces infractions, procès-verbaux et procédures judiciaires de suivi par le procureur dans certains cas. Les agences de l'eau peuvent également diminuer voire supprimer les primes pour épuration.

Les agences de l'eau (en métropole) et l'office français de la biodiversité et les offices de l'eau (en outre-mer) peuvent également apporter des aides financières aux collectivités pour améliorer la collecte et le traitement des eaux usées urbaines. Dans certains cas, les régions et les départements interviennent. Des fonds européens peuvent également être mobilisés, notamment en outre-mer.

Il y a nécessité de prévenir tout nouveau cas de non-conformité. Tout nouveau système d'assainissement déclaré non conforme doit se mettre en conformité dans les plus brefs délais.

L'ensemble des données sur l'assainissement collectif est publié sur le portail national de l'assainissement communal (permettant l'accès à ces données à plus de 400 acteurs de l'eau par jour) : <https://www.assainissement.developpement-durable.gouv.fr/PortailAC/> La diffusion de ces données a également un rôle économique non négligeable permettant aux entreprises d'organiser leur marché.

S'agissant de la directive cadre sur l'eau (DCE), de nouveaux schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ont été adoptés par les instances de bassin au niveau de chaque grand bassin hydrographique, pour la période 2022-2027. Ces SDAGE intègrent des programmes de mesures mis en place pour atteindre les objectifs de la directive cadre sur l'eau.

La diffusion des données de qualité environnementale est un moyen de mieux connaître les milieux et de faciliter l'adoption de mesures adéquates.

Concernant l'ANC, un plan d'action a été mis en place afin de promouvoir une approche globale.

Depuis le précédent rapport, les mesures de gestion suivantes ont été publiées par les ministères en charge de l'environnement et, le cas échéant, de la santé :

- Note technique du 6 juin 2019 relative à la révision des zones sensibles en application de la directive 91/271/CE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires (DERU) et à la mise en œuvre des dispositions de l'article 5.4 de cette directive ;
- Note d'information du 28 décembre 2019 sur les dispositions de la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, traitant des modalités d'exercice des compétences relatives à l'eau, l'assainissement des eaux usées et la gestion des eaux pluviales urbaines et des indemnités des élus des syndicats ;
- Instruction ministérielle du 2 avril 2020 relative à la gestion des boues de STEU dans le cadre de la continuité des services d'assainissement pendant la crise Covid-19 ;
- Instruction du 22 avril 2020 relative à la gestion des systèmes d'assainissement dans le cadre de la continuité des services d'assainissement pendant la crise Covid-19 et mise en œuvre des dispositions du décret n°2020-453 du 21 avril 2020 portant dérogation au principe de suspension des délais pendant la période d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19 ;
- Décret n°2020-828 du 30 juin 2020 modifiant la nomenclature et la procédure en matière de police de l'eau ;
- Décret n°2020-829 du 30 juin 2020 relatif à la composition du dossier d'autorisation environnementale prévu à l'article L. 181-8 du code de l'environnement pour les systèmes d'assainissement collectif des eaux usées de l'agglomération d'assainissement et les installations d'assainissement non collectif ;
- Arrêté du 31 juillet 2020 modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅ ;
- Arrêté du 15 septembre 2020 modifiant l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n°97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;
- Instruction du Gouvernement du 18 décembre 2020 relative à la collecte et au traitement des eaux urbaines résiduaires ;
- Note technique du 24 mars 2022 relative à la recherche de micropolluants dans les eaux brutes et les eaux traitées de stations de traitement des eaux usées et à leur réduction ;
- Plan national d'actions 2022-2024 pour une gestion durable des eaux pluviales.

3. Évaluez les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif depuis la situation prise comme repère, en mentionnant les difficultés éventuellement rencontrées.

L'enjeu reste aujourd'hui de vérifier que les eaux usées sont collectées et traitées jusqu'aux fortes pluies pour limiter les déversements directs d'eaux usées non traitées.

En 2020, la France compte 21 845 agglomérations d'assainissement comprenant 22 331 stations de traitement des eaux usées (STEU) qui représentaient une charge globale de 78,5 millions d'Equivalents-habitants (Eh) pour une capacité épuratoire de l'ensemble des STEU de 105 millions d'Eh. Les agglomérations de 2 000 Eh et plus étaient au nombre de 3 825 pour 4 015 stations de traitement des eaux usées (certaines agglomérations

sont composites et comportent plusieurs stations). Elles représentent une charge polluante de 74 millions d'Eh.

En juin 2020, la France a rapporté à la Commission européenne, conformément à l'article 17 de la directive du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires une liste de 275 d'agglomérations de 2 000 Eh et plus dont les systèmes d'assainissement sont non conformes ou à saturation ou encore, tenus par l'échéance zones sensibles de 2017.

La France est actuellement visée par une procédure contentieuse concernant la mise en œuvre de la directive 91/271/CEE relative au traitement des eaux résiduaires urbaines. Sur les 364 agglomérations d'assainissement citées au début de la démarche, environ les ¾ présentent désormais des performances conformes à la directive.

S'agissant des directives sectorielles, se reporter aux chapitres spécifiques du rapport. Lorsque des systèmes de collecte ou des stations ont un impact sur une zone de baignade ou une zone conchylicole, des mesures doivent être prises au plus tôt pour annuler cet impact. De très nombreuses STEU des zones littorales ont déjà mis en place un système d'abattement de la microbiologie mais il est fondamental aujourd'hui d'avoir une réduction très importante des déversements par temps de pluie.

S'agissant de l'ANC, la pollution étant diffuse, l'impact est beaucoup plus difficile à identifier d'autant que les milieux récepteurs (sol ou milieu de surface) ont un pouvoir autoépurateur important au regard des faibles pressions de pollution induites.

4. Montrez jusqu'où l'objectif fixé dans ce domaine permet de remplir les engagements pris aux *niveaux* mondial et régional, s'agissant en particulier du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Les actions présentées supra permettent de contribuer à l'engagement 6.2.

Le tableau de bord national de suivi des progrès des 17 ODD comprend un indicateur (indicateur 6.i3) sur la conformité des dispositifs d'assainissement.

5. Si vous n'avez pas fixé d'objectif dans ce domaine, veuillez en donner la raison.

VII. Application de bonnes pratiques reconnues en ce qui concerne la gestion de l'approvisionnement en eau (art. 6, par. 2 f))

Pour chaque objectif défini dans ce domaine :

1. Décrivez l'objectif actuel et la date cible. Précisez le contexte (en indiquant notamment la situation prise comme repère/le point de départ et en mentionnant la législation existante aux plans national et international), ainsi que la justification donnée pour l'adoption de l'objectif fixé.

La protection des captages est une obligation en France depuis 1964 par l'instauration des périmètres de protection par déclaration d'utilité publique. La mise en place des périmètres de protection autour des points de captage est l'un des outils concourant à la qualité sanitaire de l'eau distribuée. Proposés par un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique par le Ministère chargé de la santé, les périmètres de protection correspondent à un zonage établi autour des captages en vue d'assurer la préservation de la qualité de l'eau et permettent de prévenir et de réduire le risque de pollution de la ressource en eau.

Les périmètres de protection, définis par l'article L.1321-2 du code de la santé publique, sont constitués de trois zones :

- le périmètre de protection immédiate (PPI) correspond à l'environnement proche du point de captage d'eau. Il est acquis par la collectivité, clôturé et toute activité ne concourant pas à la production d'eau est interdite. Il a pour fonctions principales d'empêcher la détérioration des ouvrages et d'éviter les déversements de substances polluantes à proximité du captage ;
- le périmètre de protection rapprochée (PPR) délimite un secteur en principe calqué sur la « zone d'appel » du point d'eau. A l'intérieur de ce périmètre toutes les activités susceptibles de provoquer une pollution sont interdites ;

- le périmètre de protection éloignée (PPE) est créé si certaines activités sont susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes et lorsque les prescriptions particulières, qui renforcent la réglementation générale, paraissent de nature à réduire significativement les risques sanitaires. Il correspond à la zone d'alimentation du point de captage d'eau, voire à l'ensemble du bassin versant.

La question de la protection des captages est intimement liée aux territoires d'alimentation des eaux qui sont prélevées qui varient de quelques dizaines à plusieurs centaines d'hectares. Ces aires, qui correspondent aux territoires de capture des eaux (surfaces sur lesquelles l'eau qui s'infiltre ou ruisselle alimente le captage), sont généralement plus vastes que les périmètres de protection réglementaires mentionnés plus haut. Ainsi, certains captages d'eau potable avec de grandes aires d'alimentation peuvent être soumis à des pollutions notamment diffuses qui n'ont pas été prises en compte dans les périmètres de protection.

Afin de protéger les aires d'alimentation des captages, des zones soumises à contraintes environnementales peuvent être définies par arrêté préfectoral (articles L.211-3 du code de l'environnement et R.114-1 à 114-10 du Code rural et de la pêche maritime). Dans le cadre de ce dispositif, le préfet délimite la zone de protection de l'aire d'alimentation du captage et fixe le programme d'actions à mettre en œuvre dans cette zone par les agriculteurs exploitants et propriétaires de terrains. La mise en œuvre du programme d'actions est d'abord volontaire. Si les objectifs de mise en œuvre ne sont pas atteints, le préfet a la possibilité de rendre obligatoires certaines mesures du plan.

Les captages les plus menacés par les pollutions diffuses dues aux nitrates et aux pesticides, dits « captages prioritaires », sont identifiés dans les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE). La liste des captages prioritaires est mise à jour, sur chaque bassin, lors de la révision de ces documents. Des plans d'action dédiés sont à mettre en place pour protéger ces « 1000 captages prioritaires » contre les pollutions de toutes natures.

2. Décrivez les mesures prises (par exemple en matière légale et réglementaire, en matière financière et économique et sur les plans de l'information, de l'éducation et de la gestion) pour atteindre l'objectif fixé (voir aussi le paragraphe 5 de l'article 6 du Protocole).

La France encourage la mise en place de plans de gestions de la sécurité sanitaire des eaux (cf partie I). Depuis 2018, une formation spécifique sur les plans de gestion de la sécurité sanitaire des eaux a été mise en place par l'Ecole des hautes études en santé publique en lien avec le ministère des solidarités et de la santé, à l'attention première des personnels des Agences régionales de santé (ARS).

Une instruction du Gouvernement relative à la protection des ressources en eau des captages prioritaires utilisés pour la production d'eau destinée à la consommation humaine a été signée par les ministres chargés de l'environnement, de l'agriculture et de la santé en février 2020. Afin d'accompagner les acteurs et les services de l'État impliqués sur cette thématique, ces 3 ministères ont publié en octobre 2021 un ensemble de recommandations méthodologiques organisées en fiches thématiques qui rappellent les principaux outils mobilisables localement pour protéger les captages et mettent l'accent sur les points clés des démarches à conduire. Ces documents s'inscrivent dans le « Nouveau pacte pour faire face au dérèglement climatique » issu de la 2^{ème} séquence des Assises de l'eau.

Suite à l'impulsion donnée par les Assises de l'eau, de nombreuses actions ont été menées pour impliquer les acteurs concernés par la reconquête de la qualité des captages prioritaires d'eau potable et pour mobiliser et renforcer les outils mis à leur disposition. La loi du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique a renforcé les capacités et la légitimité des collectivités à agir pour préserver la ressource en eau par l'instauration d'un droit de préemption des collectivités sur des surfaces agricoles des aires d'alimentation des captages d'eau potable et la possibilité pour les services d'eau potable d'assurer une mission « protection de la ressource ».

3. Évaluez les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif depuis la situation prise comme repère, en mentionnant les difficultés éventuellement rencontrées.

Les principales actions prévues par le PNSE 3 (2015-2019) ont été réalisées.

4. Montrez jusqu'où l'objectif fixé dans ce domaine permet de remplir les engagements pris aux niveaux mondial et régional, s'agissant en particulier du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
5. Si vous n'avez pas fixé d'objectif dans ce domaine, veuillez en donner la raison.

VIII. Application de bonnes pratiques reconnues en ce qui concerne la gestion de l'assainissement (art. 6, par. 2 f))

Pour chaque objectif défini dans ce domaine :

1. Décrivez l'objectif actuel et la date cible. Précisez le contexte (en indiquant notamment la situation prise comme repère/le point de départ et en mentionnant la législation existante aux plans national et international), ainsi que la justification donnée pour l'adoption de l'objectif fixé.

Voir les chapitres IV et VI de ce rapport.

2. Décrivez les mesures prises (par exemple en matière légale et réglementaire, en matière financière et économique et sur les plans de l'information, de l'éducation et de la gestion) pour atteindre l'objectif fixé (voir aussi le paragraphe 5 de l'article 6 du Protocole).

Différentes actions sont mises en œuvre par le ministère chargé de l'environnement en matière d'assainissement. On peut notamment citer les actions suivantes :

- Mise à disposition des acteurs de l'eau et des citoyens de nombreuses informations relatives à l'assainissement collectif sur le portail national de l'assainissement (<https://www.assainissement.developpement-durable.gouv.fr/PortailAC/>) et sur l'observatoire des services publics d'eau et d'assainissement (<https://www.services.eaufrance.fr/>);
- Publication et suivi de tableaux de bord nationaux sur le niveau de conformité réglementaire des systèmes d'assainissement ;
- Mise à jour par les services déconcentrés de bases de données et leur validation aux niveaux régional et national afin de disposer de données fiables ;
- Publication de documents et guides techniques à destination des acteurs : <https://www.assainissement.developpement-durable.gouv.fr/PortailAC/docs>, <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044206042> ;
- Mise en place de formations des acteurs et participation du ministère en charge de l'environnement à des colloques, séminaires... pour communiquer autour de cette politique ;
- Développement d'une plateforme informatique nationale unique d'échange des données relatives à l'assainissement collectif (Vers'eau) ;
- Développement d'outils informatiques permettant de bancariser les informations réglementaires et d'auto surveillance sur l'assainissement (Sillage pour les données relatives aux plans et campagnes d'épandage des boues d'épuration et Roseau pour les données d'autosurveillance brutes et de fonctionnement) ;
- Publication d'un plan national pour une gestion durable des eaux pluviales, afin de promouvoir une gestion intégrée (à la source) des eaux pluviales et des techniques fondées sur la nature (type noues, tranchées, jardins de pluie, etc.). La politique du ministère chargé de l'environnement est orientée vers la réduction de l'imperméabilisation des sols dans le but de favoriser l'infiltration des eaux pluviales ;
- Publication de guides et documents d'accompagnement à destination des acteurs de l'assainissement non collectif sur le portail interministériel (<http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/spip.php?page=sommaire>)
- Publication d'un plan national d'actions sur l'assainissement non collectif pour la période 2014-2021 (actuellement en cours de mise à jour).

Les services de Police de l'eau, l'Office français pour la biodiversité (OFB), les Agences et offices de l'eau sont directement impliqués dans la réalisation de ces travaux.

3. Évaluez les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif depuis la situation prise comme repère, en mentionnant les difficultés éventuellement rencontrées.

4. Montrez jusqu'où l'objectif fixé dans ce domaine permet de remplir les engagements pris aux niveaux mondial et régional, s'agissant en particulier du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
5. Si vous n'avez pas fixé d'objectif dans ce domaine, veuillez en donner la raison.

IX. Éventuels rejets d'eaux usées non traitées (art. 6, par. 2 g i))

Pour chaque objectif défini dans ce domaine :

1. Décrivez l'objectif actuel et la date cible. Précisez le contexte (en indiquant notamment la situation prise comme repère/le point de départ et en mentionnant la législation existante aux plans national et international), ainsi que la justification donnée pour l'adoption de l'objectif fixé.

La directive 91/271/CEE sur les eaux résiduaires urbaines prévoit que l'ensemble des eaux usées produites par l'agglomération soient collectées, acheminées puis traitées avant leur rejet au milieu naturel. Cette obligation est reprise aux articles R.2224-10 et R.2224-11 du code général des collectivités territoriales et dans l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié relatif à l'assainissement collectif.

Par temps sec, les actions nécessaires au respect de la directive eaux résiduaires urbaines sont pratiquement achevées. La Commission européenne tolère des déversements directs des eaux usées par temps sec dans la mesure où ceux-ci représentent moins de 1% de la charge brute de pollution organique de l'agglomération d'assainissement, dans la limite de 2 000 équivalents-habitants. Cette tolérance correspond aux rejets non chroniques, de courte durée, de faible débit et de faible fréquence et ne remet pas en cause la conformité avec l'objectif de la directive.

Concernant l'assainissement non collectif (ANC), la quasi-totalité des logements ont maintenant un système d'assainissement individuel plus ou moins efficace, mais 4% du parc doit être renouvelé chaque année. Selon l'observatoire des données sur les services publics d'eau et d'assainissement (SISPEA), en 2019, un taux de conformité des installations d'ANC de 58,8%. La priorité est donnée aux installations qui posent un problème sanitaire ou environnemental.

2. Décrivez les mesures prises (par exemple en matière légale et réglementaire, en matière financière et économique et sur les plans de l'information, de l'éducation et de la gestion) pour atteindre l'objectif fixé (voir aussi le paragraphe 5 de l'article 6 du Protocole).

Voir les chapitres IV-2 et VI-2 de ce rapport.

Les maîtres d'ouvrage mettent en place une surveillance des systèmes de collecte et des stations d'épuration en vue d'en maintenir et d'en vérifier l'efficacité et pour contrôler notamment l'absence de déversement direct d'eaux usées non traitées par temps sec. En cas de problèmes, des mesures, si nécessaire coercitives, sont prises par les services en charge du contrôle pour la mise en conformité des installations.

3. Évaluez les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif depuis la situation prise comme repère, en mentionnant les difficultés éventuellement rencontrées.

Voir les chapitres IV et VI-3 de ce rapport.

Aujourd'hui, la quasi-totalité des agglomérations d'assainissement ne déversent plus d'eaux usées non traitées par temps sec. La priorité est donnée à la suppression de ces situations et à la réduction des déversements d'eaux usées non traitées par temps de pluie.

4. Montrez jusqu'où l'objectif fixé dans ce domaine permet de remplir les engagements pris aux niveaux mondial et régional, s'agissant en particulier du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
5. Si vous n'avez pas fixé d'objectif dans ce domaine, veuillez en donner la raison.

X. Éventuels rejets du trop-plein d'eaux d'orage non traitées des systèmes de collecte des eaux usées (art. 6, par. 2 g) ii))

Pour chaque objectif défini dans ce domaine :

1. Décrivez l'objectif actuel et la date cible. Précisez le contexte (en indiquant notamment la situation prise comme repère/le point de départ et en mentionnant la législation existante aux plans national et international), ainsi que la justification donnée pour l'adoption de l'objectif fixé.

Aujourd'hui, l'un des principaux axes de travail à l'échelle nationale en matière d'assainissement collectif concerne la réduction des rejets d'eaux usées non traitées par temps de pluie, d'un point de vue qualitatif et quantitatif. En effet, les déversements d'eaux usées non traitées par temps de pluie sont cause :

- du déclassement de zones de baignade et de zones conchylicoles et de l'intoxication alimentaire des personnes mangeant les produits de la mer issues de ces zones,
- du non-respect des objectifs de certaines zones Natura 2000 au regard d'espèces emblématiques (écrevisses à pattes blanches, moule perlière d'eau douce),
- de la non-atteinte du bon état écologique et chimique fixé par la directive cadre sur l'eau pour un nombre significatif de masses d'eau,
- de la contamination généralisée de nos rivières et lacs en germes pathogènes pouvant provoquer des problèmes de santé publique dans le cadre de nautisme, de réutilisation des eaux de rivière, de la pêche en rivière,
- de la contamination massive des cours d'eau et des océans par des micros et macrodéchets provoquant la mortalité de centaines de milliers de poissons, mammifères marins et oiseaux de mer. Cet enjeu est en lien direct avec les objectifs de la Directive stratégie pour le milieu marin.

Il est donc fondamental que cet enjeu qui fait partie intégrante de la Directive sur les eaux résiduaires urbaines soit mieux pris en compte à l'échelle de la planète.

L'objectif fixé par la réglementation nationale est d'intercepter et de traiter les eaux usées jusqu'aux situations de fortes pluies qui correspondent au percentile 95 des débits arrivant à la station (appelé débit de référence). Si nécessaire au regard des objectifs de la Directive cadre sur l'eau, des objectifs plus ambitieux doivent être fixés par les services de police de l'eau.

Par temps de pluie, l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié prévoit que la conformité, pour la partie unitaire ou mixte d'un système de collecte, est évaluée au regard du respect de l'une des options suivantes :

- les rejets par temps de pluie représentent moins de 5 % des volumes d'eaux usées produits dans la zone desservie, sur le mode unitaire ou mixte, par le système de collecte ;
- les rejets par temps de pluie représentent moins de 5 % des flux de pollution produits dans la zone desservie par le système de collecte concerné ;
- moins de 20 jours de déversement sont constatés au niveau de chaque déversoir d'orages soumis à auto-surveillance réglementaire.

2. Décrivez les mesures prises (par exemple en matière légale et réglementaire, en matière financière et économique et sur les plans de l'information, de l'éducation et de la gestion) pour atteindre l'objectif fixé (voir aussi le paragraphe 5 de l'article 6 du Protocole).

Pour évaluer la conformité des systèmes de collecte selon l'un des critères précédemment cités, l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié prévoit que les principaux ouvrages de déversements présents au niveau du système de collecte fassent l'objet d'une surveillance. Cette surveillance est renforcée lorsque des enjeux environnementaux ou sanitaires le nécessitent :

- Les déversoirs d'orage (et trop-pleins de postes de pompage situés à l'aval d'un secteur desservi en tout ou partie par un réseau unitaire) situés à l'aval d'un tronçon destiné à collecter une charge brute de pollution organique (CBPO) par temps sec supérieure ou égale à 120 kg/j de DBO₅ (réseau unitaire ou mixte). Cette surveillance consiste en une mesure du temps de déversement journalier et une estimation des volumes déversés.
- La surveillance de ce type de déversoirs d'orage peut se limiter, si le préfet le décide, aux déversoirs d'orage qui représentent 70 % minimum des rejets directs dans le milieu. Le choix de cette modalité de surveillance relève d'une décision du préfet et doit être précisé dans l'arrêté d'autorisation et dans le manuel d'autosurveillance.

- Les déversoirs d'orage (et trop-pleins de postes de pompage situés à l'aval d'un secteur desservi en tout ou partie par un réseau unitaire) situés à l'aval d'un tronçon destiné à collecter une CBPO par temps sec supérieure ou égale 600 kg/j de DBO₅ et déversant plus de 10 jours calendaires par an en moyenne quinquennale (réseau unitaire et mixte). Cette surveillance consiste en une mesure des volumes déversés en continu et une estimation des flux de pollution déversés. La charge polluante déversée au milieu récepteur est estimée à partir de la concentration des eaux usées brutes mesurée en entrée de station de traitement des eaux usées.
- Les trop-pleins de postes de pompage en réseau séparatif situés à l'aval d'un tronçon destiné à collecter une CPBO par temps sec supérieure ou égale à 120 kg/j de DBO₅. Cette surveillance consiste en une mesure du temps de déversement journalier.

En cas d'insuffisance de cette surveillance ou en cas de rejets au-delà des prescriptions fixées, des mesures, si nécessaire coercitives, sont prises par les services en charge du contrôle pour la mise en conformité des installations (cf §VI.2).

Les programmes de mesures inclus dans les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) peuvent également prévoir des mesures particulières.

Un plan national d'actions « zéro déchet plastique en mer » couvrant la période 2020-2025 prévoit 35 mesures pour en finir avec les déchets plastique en mer. Plusieurs d'entre elles concernent les émissions de déchets via les systèmes d'assainissement.

Le code de la santé publique prévoit qu'il est interdit d'introduire dans les systèmes de collecte des eaux usées des déchets solides y compris après broyage.

3. Évaluez les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif depuis la situation prise comme repère, en mentionnant les difficultés éventuellement rencontrées.

Voir chapitre VI-3.

Les progrès sont à estimer au regard de l'évolution de la qualité des milieux. Mais, les pluies étant par définition intermittentes, les paramètres qualité des intégrateurs (indices biologiques, etc.) peuvent être perturbés par des phénomènes de rejets massifs ponctuels alors que la qualité physico-chimique semble bonne.

Les dispositions de l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié visent à améliorer la situation et réduire les déversements d'eaux usées non traitées par temps de pluie. L'arrêté du 21 juillet 2015 modifié renforce la primauté donnée à la gestion à la source des eaux pluviales dans objectif d'optimisation et de rationalisation du fonctionnement des systèmes d'assainissement.

4. Montrez jusqu'où l'objectif fixé dans ce domaine permet de remplir les engagements pris aux niveaux mondial et régional, s'agissant en particulier du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
5. Si vous n'avez pas fixé d'objectif dans ce domaine, veuillez en donner la raison.

XI. Qualité des eaux usées rejetées par les installations de traitement des eaux usées (art. 6, par. 2 h))

Pour chaque objectif défini dans ce domaine :

1. Décrivez l'objectif actuel et la date cible. Précisez le contexte (en indiquant notamment la situation prise comme repère/le point de départ et en mentionnant la législation existante aux plans national et international), ainsi que la justification donnée pour l'adoption de l'objectif fixé.

Voir chapitre VI-1 de ce rapport.

Les performances minimales de traitement sont définies dans l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié, qui transpose notamment la directive 91/271/CEE relative au traitement des eaux résiduaires urbaines. Les

objectifs de traitement doivent être atteints pour un volume journalier entrant inférieur ou égal au débit de référence, correspondant au percentile 95 des débits arrivant à la station, et hors situations inhabituelles décrites dans l'arrêté du 21 juillet 2015 (opérations de maintenance, catastrophes naturelles, pannes, etc.). Ces performances minimales sont renforcées par les autorités locales lorsque des enjeux sanitaires ou environnementaux le nécessitent.

2. Décrivez les mesures prises (par exemple en matière légale et réglementaire, en matière financière et économique et sur les plans de l'information, de l'éducation et de la gestion) pour atteindre l'objectif fixé (voir aussi le paragraphe 5 de l'article 6 du Protocole).

Voir chapitre VI-2 de ce rapport.

Pour atteindre l'objectif, les maîtres d'ouvrage des stations d'épuration doivent mettre en place une surveillance de leur système sur des paramètres et selon une périodicité définis dans la réglementation nationale. Ces informations de surveillance sont transmises au service en charge du contrôle des installations d'assainissement qui statue en fonction de leurs valeurs sur la conformité ou non du système d'assainissement.

Par ailleurs, le service en charge du contrôle peut effectuer des contrôles sur site pour contrôler le respect des prescriptions de la réglementation nationale.

3. Évaluez les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif depuis la situation prise comme repère, en mentionnant les difficultés éventuellement rencontrées.

Voir chapitre VI -3 de ce rapport.

4. Montrez jusqu'où l'objectif fixé dans ce domaine permet de remplir les engagements pris aux niveaux mondial et régional, s'agissant en particulier du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
5. Si vous n'avez pas fixé d'objectif dans ce domaine, veuillez en donner la raison.

XII. Élimination ou réutilisation des boues d'épuration provenant des systèmes collectifs d'assainissement ou d'autres installations d'assainissement (art. 6, par. 2 i))

Pour chaque objectif défini dans ce domaine :

1. Décrivez l'objectif actuel et la date cible. Précisez le contexte (en indiquant notamment la situation prise comme repère/le point de départ et en mentionnant la législation existante aux plans national et international), ainsi que la justification donnée pour l'adoption de l'objectif fixé.

Il n'y a pas d'objectif quantitatif concernant la réutilisation des déchets que sont les boues d'épuration. Toutefois, la hiérarchie des modes de traitement des déchets prévoit de privilégier la réutilisation, puis le recyclage, et éviter l'élimination, afin notamment d'économiser des ressources, dans le cadre de la transition vers une économie circulaire.

L'objectif qualitatif est de s'assurer de la pérennité des filières de gestion des boues issues du traitement des eaux usées, en adaptant le cadre réglementaire pour assurer une gestion durable des boues, en améliorant les connaissances scientifiques pour anticiper et en apportant un appui technico économique aux acteurs de la filière pour les aider dans leurs choix. Il s'agit d'un objectif de portée nationale inscrit dans le plan 2012-2018 « pour une politique d'assainissement contribuant aux objectifs de qualité des milieux aquatiques ». Cet objectif a été pris compte tenu de la volonté existante de privilégier le recyclage des boues, notamment par une valorisation agricole et de limiter au strict minimum les mises en décharges.

2. Décrivez les mesures prises (par exemple en matière légale et réglementaire, en matière financière et économique et sur les plans de l'information, de l'éducation et de la gestion) pour atteindre l'objectif fixé (voir aussi le paragraphe 5 de l'article 6 du Protocole).

Les pratiques d'épandage sont réglementées par la loi sur l'eau qui impose une déclaration systématique au représentant de l'Etat (Préfet), la fourniture d'étude d'incidence et de plans de gestion ainsi que la réalisation d'une traçabilité à la parcelle des épandages. Les concentrations en polluants (7 métaux, 3 HAP et somme des 7 principaux PCB) contenues dans les boues épandues sont réglementées, suivies et limitées. Des flux limites apportés aux sols en 10 ans sont prévus. Les boues ne peuvent être épandues que lorsque les sols possèdent certaines caractéristiques. Les prescriptions nationales relatives à ces pratiques découlent des exigences de la directive 86/278 relative à la protection de l'environnement, et notamment des sols, lors de l'utilisation des boues d'épuration en agriculture.

Afin de garantir un haut niveau de protection de l'environnement et de la santé, l'article 86 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire prévoit que soient révisés les référentiels réglementaires sur l'innocuité environnementale et sanitaire applicables, en vue de leur usage au sol, aux boues d'épuration, en particulier industrielles et urbaines, seules ou en mélanges, brutes ou transformées, afin de prendre en compte, en fonction de l'évolution des connaissances, notamment les métaux lourds, les particules de plastique, les perturbateurs endocriniens, les détergents ou les résidus pharmaceutiques tels que les antibiotiques. Cette révision est actuellement en cours de mise en place.

Enfin, afin de réduire les risques de propagation du virus, depuis le début de l'épidémie de Covid-19, l'épandage des boues est conditionné à leur hygiénisation préalable ou la mise en place d'un traitement ayant montré son efficacité vis-à-vis d'autres virus (arrêté du 30 avril 2020 précisant les modalités d'épandage des boues issues du traitement des eaux usées urbaines pendant la période de Covid-19). Ces dispositions s'appuient sur différents avis rendus sur le sujet par l'agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES).

3. Évaluez les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif depuis la situation prise comme repère, en mentionnant les difficultés éventuellement rencontrées.

Il n'y a pas d'objectif fixé.

4. Montrez jusqu'où l'objectif fixé dans ce domaine permet de remplir les engagements pris aux niveaux mondial et régional, s'agissant en particulier du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
5. Si vous n'avez pas fixé d'objectif dans ce domaine, veuillez en donner la raison.

La valorisation des boues est une priorité mais la possibilité de les valoriser (épandage, compostage, méthanisation) dépend du contexte local. C'est pourquoi aucun objectif national n'a été fixé sur ce point.

XIII. Qualité des eaux usées utilisées pour l'irrigation (art. 6, par. 2 i))

Pour chaque objectif défini dans ce domaine :

1. Décrivez l'objectif actuel et la date cible. Précisez le contexte (en indiquant notamment la situation prise comme repère/le point de départ et en mentionnant la législation existante aux plans national et international), ainsi que la justification donnée pour l'adoption de l'objectif fixé.

Le plan national santé-environnement PNSE3 (2015-2019) définit deux objectifs relatifs à la réutilisation des eaux usées traitées :

- participer aux travaux européens sur la définition de critères pour la réutilisation d'eaux usées traitées ;
- accompagner l'expérimentation de deux démonstrateurs de stations d'épuration avec réutilisation des eaux usées traitées pour des usages actuellement non réglementés.

Les Assises de l'eau conduites en 2019 ont mis en avant les solutions de réutilisation d'eau non conventionnelles dont les eaux usées traitées et fixé un objectif national ambitieux : tripler, d'ici 2025, les volumes d'eaux non conventionnelles réutilisés.

2. Décrivez les mesures prises (par exemple en matière légale et réglementaire, en matière financière et économique et sur les plans de l'information, de l'éducation et de la gestion) pour atteindre l'objectif fixé (voir aussi le paragraphe 5 de l'article 6 du Protocole).

Les ministères chargés de l'environnement, de la santé et de l'agriculture ont publié l'arrêté du 2 août 2010 modifié (en 2014) relatif à **l'utilisation d'eaux issues du traitement d'épuration des eaux résiduaires urbaines pour l'irrigation de cultures ou d'espaces verts**. Les dispositions de ce texte encadrent la réutilisation des eaux usées traitées pour garantir la protection de la santé publique et de l'environnement, en protégeant les personnes qui manipulent les récoltes et les consommateurs des produits ainsi irrigués ainsi que les professionnels de l'irrigation, le public fréquentant les espaces verts irrigués et les riverains. Il s'applique aux stations d'épuration d'eaux usées urbaines et aux installations d'assainissement non collectif de plus de 20 équivalents-habitant. Seule l'irrigation de cultures ou d'espaces verts est autorisée. Les autres usages, comme le lavage de voiries, ne font pas partie de son champ d'application. L'arrêté définit des contraintes d'usage (possibilité ou non selon le mode d'irrigation), de distance et de terrain, en fonction du niveau de qualité des eaux usées traitées. Il impose la mise en place d'un programme de surveillance de la qualité des eaux usées traitées et de la qualité des sols qui seront irrigués, ainsi que la traçabilité des opérations d'irrigation. Les contraintes d'usage sont liées à la nature des végétaux irrigués et des risques associés. En ce qui concerne les espaces verts accessibles au public, l'irrigation doit y être réalisée en dehors des heures d'ouverture au public. Des contraintes de distances ont également été établies afin de protéger certaines activités sensibles (baignades, conchyliculture, etc.).

En 2020, le règlement européen 2020/741 relatif aux exigences minimales pour la réutilisation de l'eau a été publié. Ce texte encadre **l'utilisation des eaux usées traitées uniquement pour les usages agricoles**. Tous les projets de réutilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation agricole devront être conformes aux dispositions de ce règlement d'ici le 26 juin 2023.

3. Évaluez les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif depuis la situation prise comme repère, en mentionnant les difficultés éventuellement rencontrées.

Depuis son précédent rapport, la France a publié les textes réglementaires suivants :

- Arrêté du 25 juin 2014 modifiant l'arrêté du 2 août 2010 relatif à l'utilisation d'eaux issues du traitement d'épuration des eaux résiduaires urbaines pour l'irrigation de cultures ou d'espaces verts ;
- Arrêté du 29 janvier 2018 relatif à la mise en œuvre d'une expérimentation portant sur l'utilisation d'eaux issues du traitement d'épuration des eaux résiduaires urbaines pour assurer l'irrigation et la fertilisation par aspersion de grandes cultures.

Pour encourager la pratique de réutilisation des eaux usées traitées (au-delà de l'usage agricole), les textes suivants ont été publiés :

- Décret n°2021-807 du 24 juin 2021 relatif à la promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau, en application de l'article L. 211-1 du code de l'environnement ;
- Décret n°2022-336 du 10 mars 2022 relatif aux usages et aux conditions de réutilisation des eaux usées traitées.

4. Montrez jusqu'où l'objectif fixé dans ce domaine permet de remplir les engagements pris aux niveaux mondial et régional, s'agissant en particulier du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

5. Si vous n'avez pas fixé d'objectif dans ce domaine, veuillez en donner la raison.

XIV. Qualité des eaux utilisées pour l'approvisionnement en eau potable (art. 6, par. 2 j))

Pour chaque objectif défini dans ce domaine :

1. Décrivez l'objectif actuel et la date cible. Précisez le contexte (en indiquant notamment la situation prise comme repère/le point de départ et en mentionnant la législation existante aux plans national et international), ainsi que la justification donnée pour l'adoption de l'objectif fixé.

La protection des captages est une obligation en France depuis 1964 par l'instauration des périmètres de protection (PP) par déclaration d'utilité publique.

Des exigences de qualité pour les eaux utilisées pour la production d'eau potable sont fixées par la réglementation française (code de la santé publique et textes d'application) de manière à réduire le degré de traitement nécessaire à la production d'eau potable et ainsi respecter les obligations de la Directive cadre sur l'eau (article 7).

2. Décrivez les mesures prises (par exemple en matière légale et réglementaire, en matière financière et économique et sur les plans de l'information, de l'éducation et de la gestion) pour atteindre l'objectif fixé (voir aussi le paragraphe 5 de l'article 6 du Protocole).

S'agissant de la protection des captages utilisés pour l'alimentation en eau potable, l'indicateur de réalisation peut être suivi régulièrement à partir des données renseignées par les ARS dans le système d'information du ministère chargé de la santé. Fin 2021, le nombre de captages protégés par déclaration d'utilité publique et mise en place de périmètres de protection était de 27 029, soit 82,1% des captages (87,7% des débits), contre 24 798 au 1^{er} janvier 2017, soit 74,6% des captages (82,9% des débits). Afin d'augmenter le nombre de captages protégés par l'instauration de périmètres de protection, la réglementation française a été modifiée pour permettre d'instaurer un simple périmètre de protection immédiate pour les captages d'eau d'origine souterraine de bonne qualité, fournissant moins de 100 m³/jour et pour simplifier l'enquête publique, en cas de modification mineure d'un ou de plusieurs périmètres de protection déjà existants :

- Loi n°2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé
- Décret n°2020-296 du 23 mars 2020 relatif à la procédure d'enquête publique simplifiée applicable aux modifications mineures des périmètres de protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine (EDCH)
- Arrêté du 6 août 2020 relatif aux modalités d'instauration d'un simple périmètre de protection immédiate pour les captages d'EDCH pris en application des dispositions de l'article L.1321-2 du code de la santé publique

3. Évaluez les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif depuis la situation prise comme repère, en mentionnant les difficultés éventuellement rencontrées.
4. Montrez jusqu'où l'objectif fixé dans ce domaine permet de remplir les engagements pris aux niveaux mondial et régional, s'agissant en particulier du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Le tableau de bord national de suivi des progrès des 17 ODD comprend un indicateur (indicateur 6.i2) sur la qualité des eaux de surface et des eaux souterraines, s'agissant du bon état écologique ou chimique.

5. Si vous n'avez pas fixé d'objectif dans ce domaine, veuillez en donner la raison.

XV. Qualité des eaux utilisées pour la baignade (art. 6, par. 2 j))

Pour chaque objectif défini dans ce domaine :

1. Décrivez l'objectif actuel et la date cible. Précisez le contexte (en indiquant notamment la situation prise comme repère/le point de départ et en mentionnant la législation existante aux plans national et international), ainsi que la justification donnée pour l'adoption de l'objectif fixé.

L'objectif est de respecter les dispositions de la réglementation nationale transposant la directive 2006/7/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 février 2006 concernant la gestion de la qualité des eaux de baignades.

Le contrôle de la qualité des eaux de baignade fait l'objet du suivi de plus de 3300 sites, en eau douce et en eau de mer, par les Agences régionales de santé (ARS). Chaque année, plus de 33 000 échantillons d'eau sont prélevés et analysés dans le cadre du contrôle sanitaire organisé par les ARS. Ces résultats permettent aux autorités sanitaires de surveiller régulièrement la qualité des eaux et de prévenir les épisodes de pollution susceptibles de présenter des risques pour la santé humaine. Ils sont également utilisés pour évaluer la qualité et classer les eaux de baignade en fin de saison, selon les critères fixés par la directive européenne 2006/7/CE (« excellente », « bonne », « suffisante » ou « insuffisante »). Le classement des eaux de baignade est réalisé en fonction des résultats des analyses obtenus pour les paramètres microbiologiques « *Escherichia coli* » et « entérocoques intestinaux » pendant la période d'évaluation (généralement les 4 dernières saisons

balnéaires) et selon une méthode statistique, avec des limites de qualité différentes entre les eaux douces et les eaux de mer. La présence de ces paramètres microbiologiques dans l'eau indique une contamination d'origine fécale plus ou moins forte en fonction des concentrations relevées.

Ces résultats sont mis en ligne, en temps réel, durant toute la saison balnéaire sur le site Internet du ministère chargé de la santé (baignades.sante.gouv.fr) afin de permettre aux vacanciers et aux personnes résidant à proximité de zones de baignade de connaître la qualité des eaux du point de vue sanitaire. Le ministère chargé de la santé publie également chaque année sur son site internet un bilan et une synthèse sur la qualité des eaux de baignade qui concerne à la fois les eaux de mer et les eaux douces.

2. Décrivez les mesures prises (par exemple en matière légale et réglementaire, en matière financière et économique et sur les plans de l'information, de l'éducation et de la gestion) pour atteindre l'objectif fixé (voir aussi le paragraphe 5 de l'article 6 du Protocole).

Le ministère chargé de la santé a publié :

- En juillet 2020 une instruction à l'attention des Agences régionales de santé relative aux modalités de recensement, gestion et classement des eaux de baignade (Instruction n° DGS/EA4/2020/111 du 2 juillet 2020) qui a pour but de préciser les modalités de recensement, d'exercice du contrôle sanitaire et de classement des eaux de baignade qu'il revient aux Agences régionales de santé (ARS) de mettre en œuvre à compter de la saison balnéaire de l'année 2020, en application des dispositions de la directive européenne 2006/7/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 février 2006 concernant la gestion de la qualité des eaux de baignade. Cette instruction sera prochainement remplacée par une instruction plus récente.
- En avril 2021 une instruction à l'attention des Agences régionales de santé relative à la gestion en cas de prolifération de cyanobactéries dans les eaux douces de baignade et de pêche récréative (instruction n°DGS/EA4/EA3/2021/76 du 6 avril 2021) qui sera mise en œuvre au plus tard pour la saison balnéaire 2022. Cette instruction rappelle les principaux acteurs impliqués dans la gestion d'épisodes de prolifération de cyanobactéries en eau douce, actualise les mesures de gestion et des recommandations sanitaires en cas de prolifération de cyanobactéries sur le volet baignades et pêche récréative et fournit des éléments d'information relatifs au risque sanitaire lié à la présence d'*Ostreopsis ovata*.

3. Évaluez les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif depuis la situation prise comme repère, en mentionnant les difficultés éventuellement rencontrées.

La qualité des eaux de baignade est évaluée annuellement et fait l'objet d'un rapportage auprès des autorités européennes dont les conclusions sont publiques :

<https://www.eea.europa.eu/fr/publications/qualite-des-eaux-de-baignade-9>

Selon le dernier bilan publié par l'Agence européenne de l'environnement, en 2020, en France :

- La proportion de sites de baignade dont la qualité de l'eau est excellente est de 77,5%. Ces résultats placent néanmoins la France en-dessous de la moyenne européenne (82,8%).
- La proportion de sites de baignade dont la qualité de l'eau est insuffisante est de 2,3%.
- La proportion de sites de baignade dont la qualité de l'eau est au moins suffisante est 95,1%. Ces résultats placent la France au-dessus de la moyenne européenne (93%).

Sur les dernières années, la qualité des eaux de baignade est stable. Si l'on considère une plus longue période afin d'obtenir une meilleure vision de l'évolution de la situation, la qualité des eaux de baignade s'est améliorée entre 2013 et 2020 :

- La proportion de sites de baignade dont la qualité de l'eau est excellente est passée de 72% à 77,5%.
- La proportion de sites de baignade dont la qualité de l'eau est insuffisante est passée de 3,7% à 2,3%.
- La proportion de sites de baignade dont la qualité de l'eau est au moins suffisante est passée de 90% à 95,1%.

L'épidémie de COVID-19 a fortement impacté l'ouverture de sites de baignade en eau douce en 2020.

4. Montrez jusqu'où l'objectif fixé dans ce domaine permet de remplir les engagements pris aux niveaux mondial et régional, s'agissant en particulier du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
5. Si vous n'avez pas fixé d'objectif dans ce domaine, veuillez en donner la raison.

XVI. Qualité des eaux utilisées pour l'aquaculture ou la conchyliculture (art. 6, par. 2 j))

Pour chaque objectif défini dans ce domaine :

1. Décrivez l'objectif actuel et la date cible. Précisez le contexte (en indiquant notamment la situation prise comme repère/le point de départ et en mentionnant la législation existante aux plans national et international), ainsi que la justification donnée pour l'adoption de l'objectif fixé.
2. Décrivez les mesures prises (par exemple en matière légale et réglementaire, en matière financière et économique et sur les plans de l'information, de l'éducation et de la gestion) pour atteindre l'objectif fixé (voir aussi le paragraphe 5 de l'article 6 du Protocole).
3. Évaluez les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif depuis la situation prise comme repère, en mentionnant les difficultés éventuellement rencontrées.
4. Montrez jusqu'où l'objectif fixé dans ce domaine permet de remplir les engagements pris aux niveaux mondial et régional, s'agissant en particulier du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
5. Si vous n'avez pas fixé d'objectif dans ce domaine, veuillez en donner la raison.

Sans objet

XVII. Application de bonnes pratiques reconnues en ce qui concerne la gestion des eaux fermées généralement disponibles pour la baignade (art. 6, par. 2 k))

Pour chaque objectif défini dans ce domaine :

1. Décrivez l'objectif actuel et la date cible. Précisez le contexte (en indiquant notamment la situation prise comme repère/le point de départ et en mentionnant la législation existante aux plans national et international), ainsi que la justification donnée pour l'adoption de l'objectif fixé.
2. Décrivez les mesures prises (par exemple en matière légale et réglementaire, en matière financière et économique et sur les plans de l'information, de l'éducation et de la gestion) pour atteindre l'objectif fixé (voir aussi le paragraphe 5 de l'article 6 du Protocole).

La France a publié un corpus de textes réglementaires encadrant les baignades artificielles en 2019 :

- Décret n° 2019-299 du 10 avril 2019 relatif à la sécurité sanitaire des baignades artificielles
- Arrêté du 15 avril 2019 relatif au programme d'analyses de la qualité de l'eau et aux limites et références de qualité des baignades artificielles
- Arrêté du 15 avril 2019 relatif au contenu des dossiers de déclaration des baignades artificielles et d'autorisation d'utilisation d'une eau autre que l'eau destinée à la consommation humaine pour l'alimentation d'une baignade artificielle
- Arrêté du 15 avril 2019 relatif à la fréquentation, aux installations sanitaires et au règlement intérieur des baignades artificielles

3. Évaluez les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif depuis la situation prise comme repère, en mentionnant les difficultés éventuellement rencontrées.

Le dispositif réglementaire étant récent, ce dispositif n'est pas encore évalué.

4. Montrez jusqu'où l'objectif fixé dans ce domaine permet de remplir les engagements pris aux niveaux mondial et régional, s'agissant en particulier du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
5. Si vous n'avez pas fixé d'objectif dans ce domaine, veuillez en donner la raison.

XVIII. Identification et remise en état des terrains particulièrement contaminés (art. 6, par. 2 l))

Pour chaque objectif défini dans ce domaine :

1. Décrivez l'objectif actuel et la date cible. Précisez le contexte (en indiquant notamment la situation prise comme repère/le point de départ et en mentionnant la législation existante aux plans national et international), ainsi que la justification donnée pour l'adoption de l'objectif fixé.
2. Décrivez les mesures prises (par exemple en matière légale et réglementaire, en matière financière et économique et sur les plans de l'information, de l'éducation et de la gestion) pour atteindre l'objectif fixé (voir aussi le paragraphe 5 de l'article 6 du Protocole).
3. Évaluez les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif depuis la situation prise comme repère, en mentionnant les difficultés éventuellement rencontrées.
4. Montrez jusqu'où l'objectif fixé dans ce domaine permet de remplir les engagements pris aux niveaux mondial et régional, s'agissant en particulier du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
5. Si vous n'avez pas fixé d'objectif dans ce domaine, veuillez en donner la raison.

Sans objet

XIX. Efficacité des systèmes de gestion, de mise en valeur, de protection et d'utilisation des ressources en eau (art. 6, par. 2 m))

Pour chaque objectif défini dans ce domaine :

1. Décrivez l'objectif actuel et la date cible. Précisez le contexte (en indiquant notamment la situation prise comme repère/le point de départ et en mentionnant la législation existante aux plans national et international), ainsi que la justification donnée pour l'adoption de l'objectif fixé.
2. Décrivez les mesures prises (par exemple en matière légale et réglementaire, en matière financière et économique et sur les plans de l'information, de l'éducation et de la gestion) pour atteindre l'objectif fixé (voir aussi le paragraphe 5 de l'article 6 du Protocole).
3. Évaluez les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif depuis la situation prise comme repère, en mentionnant les difficultés éventuellement rencontrées.
4. Montrez jusqu'où l'objectif fixé dans ce domaine permet de remplir les engagements pris aux niveaux mondial et régional, s'agissant en particulier du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
5. Si vous n'avez pas fixé d'objectif dans ce domaine, veuillez en donner la raison.

Sans objet

XX. Autres objectifs spécifiques nationaux ou locaux

Au cas où des objectifs supplémentaires auraient été fixés, pour chaque objectif :

1. Décrivez l'objectif actuel et la date cible. Précisez le contexte (en indiquant notamment la situation prise comme repère/le point de départ et en mentionnant la législation existante aux plans national et international), ainsi que la justification donnée pour l'adoption de l'objectif fixé.

2. Décrivez les mesures prises (par exemple en matière légale et réglementaire, en matière financière et économique et sur les plans de l'information, de l'éducation et de la gestion) pour atteindre l'objectif fixé (voir aussi le paragraphe 5 de l'article 6 du Protocole).
3. Évaluez les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif depuis la situation prise comme repère, en mentionnant les difficultés éventuellement rencontrées.
4. Montrez jusqu'où l'objectif fixé dans ce domaine permet de remplir les engagements pris aux niveaux mondial et régional, s'agissant en particulier du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
5. Si vous n'avez pas fixé d'objectif dans ce domaine, veuillez en donner la raison.

Sans objet

Troisième partie

Indicateurs communs¹

I. Qualité de l'eau potable fournie

1. Contexte des données

1. Quelle est la couverture de la population (en millions ou en pourcentage de la population nationale totale) alimentée par une eau correspondant aux mesures indiquées dans les sections 2 et 3 ci-dessous ?

Il s'agit ici de mieux faire comprendre quelle partie de la population est concernée par les données relatives à la qualité de l'eau communiquées au regard des sections 2 et 3 ci-dessous.

Veuillez indiquer de quel type est l'approvisionnement en eau auquel correspondent les données figurant dans les tableaux ci-dessous et la part de la population couverte par ce type d'approvisionnement.

Précisez également la source des données relatives à la qualité de l'eau (données provenant des organismes de réglementation, par exemple).

En France, la fourniture à la population d'une eau du robinet de bonne qualité est un enjeu de santé publique et une préoccupation importante des pouvoirs publics. En 2020, la production et la distribution de l'eau du robinet reposent sur l'exploitation de plus de :

- 33 070 captages prélevant dans des nappes d'eau souterraine ou des ressources superficielles (fleuve, rivière, lac, barrage) ;
- 17 000 stations de production d'eau potable ; les traitements, plus ou moins poussés, ont pour objectifs d'éliminer, de l'eau brute prélevée, les agents biologiques et chimiques susceptibles de constituer un risque pour la santé et de maintenir la qualité de l'eau produite au cours de son transport jusqu'au robinet du consommateur ;
- 24 100 réseaux de distribution (ensemble de canalisations et d'équipements) permettant de desservir en eau la population.

L'eau du robinet fait l'objet d'un suivi sanitaire régulier, de façon à en garantir sa qualité pour la population ; c'est l'aliment le plus contrôlé en France. Ce suivi comprend :

- la surveillance exercée par la personne responsable de la production et de la distribution d'eau (PRPDE) : les PRPDE sont les maires, les présidents des collectivités productrices ou distributrices d'eau ou les exploitants privés qui se voient confier la gestion du service de l'eau ;
- le contrôle sanitaire mis en œuvre par les Agences régionales de santé (ARS) en toute indépendance vis-à-vis des PRPDE.

La qualité de l'eau du robinet est évaluée par rapport à des limites et des références de qualité fixées par la réglementation pour une soixantaine de paramètres (bactériologiques, physicochimiques et radiologiques).

¹ Afin qu'il soit possible d'analyser les tendances pour toutes les Parties dans le cadre du Protocole, veuillez utiliser chaque fois que possible l'année 2005 – année de l'entrée en vigueur du Protocole – comme année de référence.

Des mesures strictes sont prévues par la réglementation pour préserver la santé de la population lors de dépassements des limites de qualité. En l'absence de consignes particulières de la PRPDE, du maire ou de l'ARS (ou éventuellement du médecin pour les nourrissons), l'eau du robinet peut être consommée sans risque par la population.

2. Veuillez préciser où sont prélevés pour l'essentiel les échantillons dont les mesures sont reflétées dans les sections 2 et 3 ci-dessous (station de traitement, système de distribution ou lieu de consommation, par exemple).

Il s'agit ici de mieux faire comprendre d'où proviennent pour l'essentiel les échantillons prélevés aux fins de l'évaluation de la qualité de l'eau faisant l'objet des sections 2 et 3 ci-dessous.

La fréquence du contrôle sanitaire varie en fonction du volume d'eau distribué par les installations de production et du nombre de personnes alimentées par le réseau de distribution. Le programme du contrôle sanitaire réalisé au niveau des captages, des stations de traitement et au robinet du consommateur s'est traduit, France entière et en 2020, par la réalisation de plus de 309 000 prélèvements d'échantillons d'eau ayant conduit au recueil de plus de 17,6 millions de résultats analytiques.

Les données indiquées ci-après reflètent la qualité de l'eau distribuée en France en 2020 vis-à-vis des paramètres retenus et sur a base des résultats d'analyses réalisées dans le cadre du contrôle sanitaire mis en œuvre par les Agences régionales de santé.

3. Dans les sections 2 et 3 ci-dessous, les critères sur la base desquels se mesure le respect des obligations reflètent les normes en vigueur au plan national. Si les normes nationales que traduisent les paramètres rapportés dans les tableaux s'écartent des valeurs spécifiées dans les Directives de l'OMS, veuillez indiquer les valeurs types utilisées à cet effet.

L'idée qui sous-tend cette question est de favoriser la compréhension des éventuelles différences pouvant exister entre les normes nationales relatives aux paramètres microbiologiques et chimiques de la qualité de l'eau et les Directives de l'OMS en la matière².

2. Qualité bactériologique

4. Veuillez indiquer le pourcentage d'échantillons non conformes aux normes nationales concernant *Escherichia coli* (*E. coli*). Les Parties pourront en outre rendre compte d'un maximum de trois autres indicateurs microbiens et/ou pathogènes prioritaires faisant l'objet d'un suivi systématique pour la qualité de l'eau.

Si possible, faites la distinction entre zones urbaines et zones rurales dans le tableau ci-dessous. Si ce n'est pas possible, voyez si vous pouvez rendre compte sur la base d'autres catégories éventuellement disponibles dans votre pays, par exemple en distinguant entre systèmes d'approvisionnement en eau centralisés et non centralisés, ou en introduisant des catégories reflétant des effectifs de population. Dans ce cas, vous voudrez bien préciser de quel type de catégorie il s'agit en modifiant l'intitulé des entrées sous le champ Type de zone/catégorie du tableau ci-dessous.

S'il n'est pas possible de rendre compte des données concernant soit les zones urbaines ou rurales soit d'autres catégories, veuillez indiquer simplement les données (nationales) d'ensemble.

Veuillez commenter les tendances ou communiquer toute autre information importante pour l'interprétation des données.

² La dernière version des Directives de qualité pour l'eau de boisson de l'OMS est disponible à l'adresse : http://www.who.int/water_sanitation_health/publications/dwq-guidelines-4/en/.

Paramètre	Type de zone/catégorie	Valeur de référence (2015)	Valeur indiquée au cycle précédent (2017)	Valeur actuelle (2020)
<i>E. coli</i>	Total	Toutes UDI = 2,9%	Toutes UDI = 1,4%	Toutes UDI = 0,9%
	Zones urbaines	≥ 5000 hab : 0,3%	≥ 5000 hab : 0,1%	≥ 5000 hab : 0%
	Zones rurales			< 5000 hab : 1,6%
Paramètre supplémentaire 1 :	Total	Toutes UDI = 3,1%	Toutes UDI = 1,2%	Toutes UDI = 1,0%
Entérocoques	Zones urbaines	≥ 5000 hab : 0,2%	≥ 5000 hab : 0,1%	≥ 5000 hab : 0,1%
	Zones rurales			< 5000 hab : 1,6%
Paramètre supplémentaire 2 :	Total	Toutes UDI = 2,0%		Toutes UDI = 1,5%
Qualité microbio (E. coli + entérocoques)	Zones urbaines	≥ 5000 hab : 0,23%		≥ 5000 hab : 0,17%
	Zones rurales	< 5000 hab : 3,4%		< 5000 hab : 2,5%
Paramètre supplémentaire 3 :	Total			
	Zones urbaines			
	Zones rurales			

En France, sur la qualité microbiologique de l'eau distribuée est évaluée par rapport au respect des limites de qualité microbiologique pour *Escherichia coli* (absence dans 100 mL) et les entérocoques (absence dans 100 mL).

L'amélioration de la qualité microbiologique de l'eau depuis 2015 peut être liée à une meilleure gestion des installations et une gestion préventive de l'étape de désinfection dans les unités de production d'eau potable par les responsables de la production/distribution d'eau potable. Cela peut être le fruit de la sensibilisation de ces derniers par les Agences régionales de santé.

3. Qualité chimique

5. Veuillez indiquer le pourcentage d'échantillons qui ne satisfont pas à la norme nationale pour la qualité chimique de l'eau en ce qui concerne les paramètres suivants :

- a) Arsenic ;
- b) Fluorure ;
- c) Plomb ;
- d) Nitrate.

6. Veuillez en outre identifier jusqu'à trois paramètres chimiques supplémentaires revêtant un caractère prioritaire dans le contexte national ou local.

Si possible, faites la distinction entre zones urbaines et zones rurales dans le tableau ci-dessous. Si ce n'est pas possible, voyez si vous pouvez rendre compte sur la base d'autres catégories éventuellement disponibles dans votre pays, par exemple en distinguant entre systèmes d'approvisionnement en eau centralisés et non centralisés, ou en introduisant des catégories reflétant des effectifs de population. Dans ce cas, vous voudrez bien préciser de quel type de catégorie il s'agit en modifiant l'intitulé des entrées sous le champ Type de zone/catégorie du tableau ci-dessous.

S'il n'est pas possible de rendre compte des données concernant soit les zones urbaines ou rurales soit d'autres catégories, veuillez indiquer simplement les données (nationales) d'ensemble.

Veillez commenter les tendances ou communiquer toute autre information importante pour l'interprétation des données.

Paramètre	Type de zone/catégorie	Valeur de référence (2012)	Valeur indiquée au cycle précédent (2017)	Valeur actuelle (2020)
Arsenic LQ = 10 µg/L	Total	Toutes UDI = 3,07%	Toutes UDI = 0,92%	Toutes UDI = 0,93%
	Zones urbaines	≥ 5000 hab : 1,57%	≥ 5000 hab : 0,11%	≥ 5000 hab : 0,06%
	Zones rurales			< 5000 hab : 1,33%
Fluorure LQ = 1,5 mg/L	Total	Toutes UDI = 1,49%	Toutes UDI = 0,58%	Toutes UDI = 0,55%
	Zones urbaines	≥ 5000 hab : 0,64%	≥ 5000 hab : 0,8%	≥ 5000 hab : 0,21%
	Zones rurales			< 5000 hab : 0,73%
Plomb LQ = 10 µg/L	Total	Toutes UDI = 1,64%	Toutes UDI = 2,63%	Toutes UDI = 2,50%
	Zones urbaines	≥ 5000 hab : 1,17%	≥ 5000 hab : 2,22%	≥ 5000 hab : 1,59%
	Zones rurales			< 5000 hab : 3,02%
Nitrate LQ = 50 mg/L	Total	Toutes UDI = 1,64%	Toutes UDI = 0,60%	Toutes UDI = 1,3%
	Zones urbaines	≥ 5000 hab : 0,5%	≥ 5000 hab : 0,11%	≥ 5000 hab : 0,12%
	Zones rurales			< 5000 hab : 1,56%
Paramètre supplémentaire 1 :	Total	Toutes UDI = 1,73%	Toutes UDI = 0,9%	Toutes UDI = 0,83%
Fer Total	Zones urbaines	≥ 5000 hab : 1,21%	≥ 5000 hab : 0,64%	≥ 5000 hab : 0,64%
	Zones rurales			< 5000 hab : 1,03%
Paramètre supplémentaire 2 :	Total			Toutes UDI = 0,94%
Pesticides individuels	Zones urbaines			≥ 5000 hab : 0,12%
	Zones rurales			< 5000 hab : 1,32%
Paramètre supplémentaire 3 :	Total			
	Zones urbaines			
	Zones rurales			

II. Ampleur des épisodes et de l'incidence des maladies infectieuses liées à l'eau

En complétant le tableau ci-après, veuillez considérer les points suivants :

a) Lorsque vous signalez de tels épisodes, limitez-vous aux seuls cas dont le lien avec l'eau a été confirmé (c'est-à-dire aux cas pour lesquels existent des éléments de preuves épidémiologiques ou microbiologiques montrant que l'eau a joué un rôle dans l'infection) ;

b) Lorsque vous signalez des incidents, veuillez indiquer le nombre de personnes concernées pour toutes les voies d'exposition. Veuillez en outre à ce qui suit :

i) Signalez les cas par tranche de 100 000 personnes affectées ;

ii) Faites la distinction entre zéro incident (0) et aucune donnée disponible (-) ;

Dans la mesure du possible, la liste des maladies liées à l'eau sera élargie à d'autres pathogènes pertinents (par exemple les virus entériques, *Giardia intestinalis* et *Vibrio cholerae*).

Indiquez comment les informations sont recueillies (par exemple dans le cadre de la surveillance axée sur les événements ou les incidents).

Veuillez commenter les tendances ou communiquer toute autre information importante pour l'interprétation des données.

Maladie	Taux d'incidence par tranche de 100 000 personnes (toutes voies d'exposition)			Nombre d'épisodes (pour lesquels existe un lien confirmé avec l'eau)		
	Valeur de référence (2012)	Valeur indiquée au cycle précédent (2017)	Valeur la plus récente (précisez l'année)	Valeur de référence (2012)	Valeur indiquée au cycle précédent (2017)	Valeur la plus récente (précisez l'année)
Shigellose	1,06/100.000	1,32/100.000		0	0	-
Infection entérohémorragique à <i>E. coli</i> (SHU pédiatrique)	1,2/100.000	1,4/100.000		0	0	5 cas (*)
Fièvre typhoïde (France entière)	0,19/100.000	0,21/100.000	0,11/100.000 (2020)	0	0	
Fièvre typhoïde (Mayotte)						37 cas en 2020 (cas groupés généralement en lien avec des conditions d'assainisse- ment et d'accès à l'eau potable insuffisantes
	14/100.000	14/100.000				
Hépatite virale A			0,6 / 100 000 en 2020 (**)	0	0	
	1,6/100.000	5,1/100.000				
Légionellose			2,0/100.000 en 2020 (***)			
	2,0/100.000	2,4/100.000				
Cryptosporidiose						
Autre maladie 1 :						
Autre maladie 2 :						
Autre maladie 3 :						

Notes :

(*) Infection entérohémorragique à *E. coli* (SHU pédiatrique) : Fin juillet 2020, Santé publique France a identifié plusieurs cas de SHU pédiatriques pour lesquels la baignade dans un même lac était

rapportée sur la fiche de signalement. Au total, cinq cas de SHU ont été identifiés en lien avec cette alerte. Tous les enfants ont fréquenté une même plage entre le 11 et 26 juillet 2020 et toutes les familles ont rapporté une ingestion par l'enfant d'eau du lac ou de sable mouillé. Aucune autre exposition commune n'a été identifiée. Les investigations environnementales ont permis de confirmer que les prélèvements de contrôle qualité de la zone de baignade étaient satisfaisants en amont de l'alerte. Des prélèvements d'eau et de sédiments supplémentaires ont été réalisés par l'ARS. Parmi ces prélèvements, une souche de STEC et quatre souches de E. coli O26 ont été isolées. Malgré l'absence de souche STEC O26 identifiées dans les prélèvements environnementaux, ces résultats témoignent d'un risque de contamination de la zone de baignade. La présence d'un cours d'eau à proximité de la plage, des fortes pluies en juillet en amont de la période d'exposition des cas, et la forte présence de pâturages dans le département où se situe le lac ont été identifiés comme facteurs de risque dans cette alerte. Une fermeture de la plage a été actée suite aux résultats défavorables des prélèvements environnementaux (« Surveillance du syndrome hémolytique et urémique post-diarrhéique chez l'enfant de moins de 15 ans en France en 2020 », Santé publique France).

(**) Hépatite A : 411 de cas d'hépatite A notifiés en 2020 en France, contre 1 277 en 2019. Cette diminution semble liée en grande partie à la forte baisse du nombre de cas en lien avec un voyage à l'étranger du fait des restrictions de déplacement internationaux imposées pendant une partie de l'année 2020 et à l'instauration des mesures barrières dans le cadre de la pandémie de Covid-19, limitant la circulation du virus de l'hépatite A (hygiènes des mains, fermeture des écoles et restaurants, confinements, couvre-feux) et l'incitation à la vaccination.

(***) Légionellose : L'évolution à la baisse du nombre de cas entre 2019 et 2020 est à observer en regard du contexte particulier de l'épidémie de Covid-19 en France et dans le monde. En effet, les confinements et l'application de mesures barrières au sein de la population ont probablement affecté la dynamique des épidémies de légionellose sur le territoire. Les résultats des investigations épidémiologiques environnementales et microbiologiques menées autour des cas isolés ou des cas groupés montrent que l'eau des réseaux sanitaires peuvent être à l'origine de la contamination des cas de légionellose.

III. Accès à l'eau potable

Si possible, faites la distinction entre zones urbaines et zones rurales dans le tableau ci-dessous. Si ce n'est pas possible, voyez si vous pouvez rendre compte sur la base d'autres catégories éventuellement disponibles dans votre pays, par exemple en distinguant entre systèmes d'approvisionnement en eau centralisés et non centralisés, ou en introduisant des catégories reflétant des effectifs de population. Dans ce cas, vous voudrez bien préciser de quel type de catégorie il s'agit en modifiant l'intitulé des entrées dans le tableau ci-dessous.

S'il n'est pas possible de rendre compte des données concernant soit les zones urbaines ou rurales soit d'autres catégories, veuillez indiquer simplement les données (nationales) d'ensemble.

Commentez les tendances ou communiquez toute autre information importante pour l'interprétation des données concernant l'accès à l'eau de boisson.

	Valeur de référence (précisez l'année)	Valeur indiquée au cycle précédent (précisez l'année)	Valeur la plus récente (précisez l'année)
Pourcentage de la population ayant accès à l'eau de boisson			
Total			
Zones urbaines			
Zones rurales			

- ☐ Estimations fournies par le JMP (Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement). Les définitions du Programme commun peuvent être consultées à l'adresse : <http://www.wssinfo.org/definitions-methods/watsan-categories>.

- ☐ Estimations nationales. Précisez ce que vous entendez par « accès » et quels types d'approvisionnement en eau de boisson ont été pris en considération dans les estimations de votre pays.

Veillez préciser en particulier si les pourcentages ci-dessus concernant « l'accès à l'eau potable » renvoient aux types d'accès ci-après (cochez chaque case qui convient) :

- ☐ Sources d'eau de boisson améliorées, selon la définition qu'en donne le JMP ;
- ☐ Eau disponible dans les locaux ;
- ☐ Eau disponible à la demande ;
- ☐ Eau de boisson exempte de contamination par des matières fécales.

A ce jour, il n'existe pas d'outil national de consolidation du nombre de personnes sans accès à l'eau sur l'ensemble du territoire. Les données existantes sur le sujet sont des données disponibles de façon diffuse à l'échelon local ou auprès des partenaires associatifs qui interviennent au bénéfice des personnes sans accès à l'eau. A titre indicatif, selon les données communiquées par Coalition eau, le nombre de personnes sans accès continu et sécurisé à l'eau potable et à l'assainissement en France s'élèverait à 300 000. Les personnes sans domicile fixe, celles occupant des bidonvilles, campements ou squats, les gens du voyage ou issus de communautés non-sédentaires ainsi que les populations ultramarines résidant dans des quartiers d'habitat insalubre figurent parmi les premiers concernés. Les travaux engagés dans le cadre de la transposition en droit français des mesures de la directive 2020/2184 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation devront permettre de préciser et d'ajuster les estimations existantes sur le sujet.

IV. Accès à l'assainissement

Si possible, faites la distinction entre zones urbaines et zones rurales dans le tableau ci-dessous. Si ce n'est pas possible, voyez si vous pouvez rendre compte sur la base d'autres catégories éventuellement disponibles dans votre pays, par exemple en distinguant entre systèmes d'approvisionnement en eau centralisés et non centralisés, ou en introduisant des catégories reflétant des effectifs de population. Dans ce cas, vous voudrez bien préciser de quel type de catégorie il s'agit en modifiant l'intitulé des entrées dans le tableau ci-dessous.

S'il n'est pas possible de rendre compte des données concernant soit les zones urbaines ou rurales soit d'autres catégories, veuillez indiquer simplement les données (nationales) d'ensemble.

Commentez les tendances ou communiquez toute autre information importante pour l'interprétation des données concernant l'accès à l'eau de boisson.

<i>Pourcentage de la population ayant accès à l'assainissement</i>	<i>Valeur de référence (précisez l'année)</i>	<i>Valeur indiquée au cycle précédent (précisez l'année)</i>	<i>Valeur la plus récente (précisez l'année)</i>
Total			
Zones urbaines			
Zones rurales			

- ☐ Estimations fournies par le JMP (Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement). Les définitions du Programme commun peuvent être consultées à l'adresse : <http://www.wssinfo.org/definitions-methods/watsan-categories>.

- ☐ Estimations nationales. Précisez ce que vous entendez par « accès » et quels types d'installations d'assainissement ont été pris en considération dans les estimations de votre pays.

Veuillez préciser en particulier si les pourcentages ci-dessus concernant « l'accès à l'assainissement » renvoient aux types d'accès ci-après (cochez chaque case qui convient) :

- ☐ Installations d'assainissement amélioré (selon la définition qu'en donne le JMP) ;
- ☐ Installations non partagées avec d'autres ménages ;
- ☐ Installations à partir desquels les excréments sont évacués sans risque *in situ* ou traités ailleurs.

Selon les données communiquées par Coalition eau, environ 300 000 personnes seraient privées d'un accès continu et sécurisé à l'assainissement en France, principalement du fait qu'elles ne disposent pas d'un logement raccordé aux réseaux d'évacuation des eaux. Les personnes sans domicile fixe, celles occupant des bidonvilles, campements ou squats, les gens du voyage ou issus de communautés non-sédentaires ainsi que les populations ultramarines résidant dans des quartiers d'habitat insalubre figurent parmi les premiers concernés.

V. Efficacité de la gestion, de la protection et de l'utilisation des ressources en eau douce

1. Qualité de l'eau

1. Sur la base des systèmes nationaux de classification de l'eau, veuillez indiquer le pourcentage de plans d'eau ou celui du volume (de préférence) d'eau³ correspondant à chaque catégorie définie (par exemple, pour les pays de l'Union européenne et autres pays se conformant à la classification de la Directive-cadre sur l'eau⁴, le pourcentage d'eaux de surface dont l'état écologique est très bon, bon, moyen, médiocre ou mauvais, et le pourcentage des eaux souterraines/de surface dont l'état chimique est bon ou médiocre) ; et pour les autres pays, le pourcentage correspondant aux catégories I, II, III, etc.).

a) Pour les pays de l'Union européenne et autres pays se conformant à la classification de la Directive-cadre sur l'eau de l'Union européenne

i) État écologique des plans d'eau de surface

Pour 2019, est rapporté l'état écologique des masses d'eau de surface. En effet, l'approche de la Directive cadre sur l'eau est d'évaluer les types de masses d'eau, à savoir : masses d'eau de surface, masses d'eau souterraines et masses d'eau littorales. Ainsi, au sein des masses d'eau de surface, figurent les plans d'eau, mais également les cours d'eau et les canaux.

Pourcentage des eaux de surface classées selon leur état	Valeur de référence (précisez l'année)	Valeur indiquée au cycle précédent (2015)	Valeur la plus récente (en % des masses d'eau) (2019)
Très bon		2,3	10,0
Bon		26,9	34,0
Moyen		47,6	37,0
Médiocre		11,6	14,0

³ À préciser.

⁴ Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau.

<i>Pourcentage des eaux de surface classées selon leur état</i>	<i>Valeur de référence (précisez l'année)</i>	<i>Valeur indiquée au cycle précédent (2015)</i>	<i>Valeur la plus récente (en % des masses d'eau) (2019)</i>
Mauvais		3,6	6,0
Nombre total des plans d'eau classés		404	11 407
Nombre total des plans d'eau dans le pays		435	11 407

ii) *État chimique des plans d'eaux de surface*

<i>Pourcentage des eaux de surface classées selon leur état</i>	<i>Valeur de référence (précisez l'année)</i>	<i>Valeur indiquée au cycle précédent (2015)</i>	<i>Valeur la plus récente (en % des masses d'eau) (2019)</i>
Bon		84,40	66,9
Médiocre		5,10	Non atteinte du bon état = 6,0 Etat inconnu = 27,1
Nombre total des plans d'eau classés		389 (plans d'eau)	11 407 masses d'eau
Nombre total des plans d'eau dans le pays		435 plans d'eau	11 407 masses d'eau

iii) *État des eaux souterraines*

<i>Pourcentage des eaux souterraines classées selon leur état</i>	<i>Valeur de référence (précisez l'année)</i>	<i>Valeur indiquée au cycle précédent (2015)</i>	<i>Valeur la plus récente (en % des eaux souterraines) (2019)</i>
Bon sur le plan quantitatif		89,40	88,0
Bon sur le plan chimique		69,10	71,0
Médiocre sur le plan quantitatif		10,60	12,0
Médiocre sur le plan chimique		30,90	29,0
Nombre total des nappes souterraines classées		645	689
Nombre/volume total des nappes souterraines dans le pays		645	689

b) **Pour les autres pays**

i) *État des eaux de surface*

<i>Pourcentage des eaux de surface relevant de la catégorie^a</i>	<i>Valeur de référence (précisez l'année)</i>	<i>Valeur indiquée au cycle précédent (précisez l'année)</i>	<i>Valeur la plus récente (précisez l'année)</i>
I			
II			
III			
IV			

<i>Pourcentage des eaux de surface relevant de la catégorie^a</i>	<i>Valeur de référence (précisez l'année)</i>	<i>Valeur indiquée au cycle précédent (précisez l'année)</i>	<i>Valeur la plus récente (précisez l'année)</i>
V			
Nombre/volume total des plans d'eau classés			
Nombre/volume total des plans d'eau dans le pays			

^a Modifiez l'intitulé et le nombre de lignes selon le système de classification national.

ii) *État des eaux souterraines*

<i>Pourcentage des eaux souterraines appartenant à la catégorie^a</i>	<i>Valeur de référence (précisez l'année)</i>	<i>Valeur indiquée au cycle précédent (précisez l'année)</i>	<i>Valeur la plus récente (précisez l'année)</i>
I			
II			
III			
IV			
V			
Nombre/volume total des nappes souterraines classées			
Nombre/volume total des nappes souterraines dans le pays			

^a Modifiez l'intitulé et le nombre de lignes selon le système de classification national.

2. Veuillez donner tout renseignement utile pour replacer plus facilement dans leur contexte et mieux comprendre les renseignements fournis plus haut (par exemple, couverture des renseignements fournis s'ils ne correspondent pas à toutes les ressources en eau, incidences de la qualité des eaux sur la santé humaine).

2. Utilisation de l'eau

3. Veuillez donner des renseignements sur l'indice d'exploitation de l'eau au niveau national et au niveau des bassins fluviaux pour chaque secteur (agriculture, industrie, ménages), à savoir la moyenne des prélèvements annuels d'eau douce par secteur divisée par la moyenne de la ressource annuelle totale en eau douce renouvelable au niveau du pays, en pourcentage.

<i>Indices d'exploitation de l'eau</i>	<i>Valeur de référence (précisez l'année)</i>	<i>Valeur indiquée au cycle précédent (2016)</i>	<i>Valeur la plus récente (2018)</i>
Agriculture		8,6 %	9,3 %
Industrie ^a (y compris eau de refroidissement)		76,8 %	57,5 %
Ménages ^b		14,6 %	16,5 %

^a Précisez si ces chiffres comprennent les prélèvements d'eau pour l'industrie manufacturière et pour les systèmes de refroidissement.

^b Précisez si ces chiffres se rapportent uniquement aux systèmes publics d'approvisionnement en eau ou également aux systèmes individuels (les puits par exemple).

Quatrième partie

Systèmes de surveillance et d'intervention concernant les maladies liées à l'eau

1. Conformément aux dispositions de l'article 8 du Protocole,

Votre pays a-t-il mis en place des systèmes complets de surveillance et d'alerte rapide concernant les maladies liées à l'eau, comme le prévoit le paragraphe 1 a) ?

OUI ☒ NON ☐ EN COURS ☐

Votre pays a-t-il mis au point des plans d'urgence nationaux et locaux complets permettant de faire face à des épisodes et à des incidents de maladies liées à l'eau, comme le prévoit le paragraphe 1 b) ?

OUI ☒ NON ☐ EN COURS ☐

Les autorités publiques disposent-elles des moyens nécessaires pour faire face à de tels épisodes, incidents ou risques, en accord avec les plans d'urgence pertinents que prévoit le paragraphe 1 c) ?

OUI ☒ NON ☐ EN COURS ☐

2. Si la réponse est « oui » ou « en cours », veuillez préciser brièvement les éléments clefs des systèmes d'intervention devant permettre d'exercer une surveillance des maladies liées à l'eau et de faire face à des épisodes de ce type (par exemple, identification des épisodes et des incidents relatifs aux maladies liées à l'eau, signalement, communications au public, gestion des données et établissement de rapports). Faites également référence à la législation et/ou aux règlements en vigueur dans votre pays concernant la surveillance des maladies liées à l'eau et les mesures d'intervention lors d'épisodes de maladie.

3. Décrivez les mesures prises par votre pays au cours des trois dernières années pour améliorer et/ou maintenir en état les systèmes de surveillance et d'alerte rapide et les plans d'urgence concernant les maladies liées à l'eau, et pour renforcer les capacités des autorités publiques à intervenir lors d'épisodes et d'incidents relatifs à de telles maladies, conformément aux dispositions de l'article 8 du Protocole.

Cinquième partie

Progrès accomplis dans la mise en œuvre d'autres articles du Protocole

Décrivez brièvement l'état de mise en œuvre des articles 9 à 14 du Protocole, selon qu'il convient.

Longueur suggérée : 2 pages au maximum.

Sixième partie

Partie thématique relative aux domaines prioritaires au regard du Protocole

1. Eau, assainissement et hygiène en milieu institutionnel

1. Dans le tableau qui suit, veuillez indiquer la proportion des écoles (établissements primaires et secondaires) et des établissements de santé offrant des services de base en termes d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène.

Par services de base, il faut comprendre ce qui suit :

a) *Services d'assainissement de base : installations améliorées (selon la définition du JMP), c'est-à-dire accessibles séparément aux hommes et aux femmes et aménagées dans les écoles comme dans les établissements de santé ;*

b) *Services d'approvisionnement de base en eau de boisson : les écoles et les établissements de santé disposent d'une source améliorée d'approvisionnement en eau (selon la définition du JMP) ;*

c) *Services d'hygiène de base : les écoliers et les étudiants, comme les patients et les professionnels de santé, disposent d'installations permettant de se laver et de se savonner les mains.*

Si ces définitions/catégories ne s'appliquent pas à votre pays, veuillez faire état d'autres catégories pour lesquelles des données sont disponibles. Dans ce cas, vous voudrez bien reformuler en conséquence l'intitulé des entrées de la première colonne dans le tableau ci-dessous.

Précisez la source des données. Si celles-ci sont manquantes, indiquez-le par un trait continu (-).

	<i>Valeur la plus récente (précisez l'année)</i>
<i>Milieu institutionnel</i>	
<i>Établissements d'enseignement</i>	
Services d'assainissement de base	
Services d'approvisionnement de base en eau de boisson	
Services d'hygiène de base	
<i>Établissements de santé</i>	
Services d'assainissement de base	
Services d'approvisionnement de base en eau de boisson	
Services d'hygiène de base	

2. Une évaluation a-t-elle été faite dans les écoles de votre pays concernant la situation sur le plan de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène ?

OUI ☐ NON ☐ EN COURS ☐

3. Une évaluation a-t-elle été faite dans les établissements de santé de votre pays concernant la situation sur le plan de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène ?

OUI ☐ NON ☐ EN COURS ☐

4. Les politiques ou les programmes qui ont été approuvés à cet égard prévoient-ils des mesures (cochez celle des cases qui convient, sinon les deux) :

- ☐ Pour améliorer la situation en matière d'assainissement, d'approvisionnement en eau et d'hygiène dans les écoles ?
- ☒ Pour améliorer la situation en matière d'assainissement, d'approvisionnement en eau et d'hygiène dans les établissements de santé ?

5. Si oui, veuillez faire état des politiques et programmes principaux adoptés à cet effet dans votre pays.

Au cours des 10 dernières années, les risques sanitaires liés à l'eau dans les établissements de santé ont fait l'objet d'inspections-contrôle des Agences régionales de santé, en application d'une Orientation nationale d'inspection-contrôle renouvelée chaque année par le ministère chargé de la santé.

2. Sûreté de l'approvisionnement en eau de boisson

6. Votre pays s'est-il doté d'une politique ou d'une réglementation nécessitant l'application de mesures de gestion du risque en matière d'approvisionnement en eau de boisson, à l'instar des plans de l'OMS pour la sécurité de l'eau ?

OUI ☒ NON ☐ EN COURS ☐

7. Si oui, veuillez faire état des politiques ou des réglementations nationales pertinentes.

Le code de la santé publique (CSP) prévoit la mise en place d'une surveillance permanente de la qualité de l'eau, effectuée par la personne responsable de la production et distribution de l'eau (PRPDE), basée sur une identification des dangers présentés par le système d'alimentation en eau potable. Cette surveillance, complémentaire du contrôle sanitaire piloté par les Agences régionales de santé (ARS), ne se limite pas à la seule vérification analytique de la qualité de l'eau, mais comprend également une vérification des mesures prises pour la protection de la ressource utilisée et du fonctionnement des installations et la tenue d'un fichier sanitaire recueillant l'ensemble des informations collectées au titre de la surveillance. Les PRPDE sont également encouragées à mettre en place un système de gestion de la qualité comportant l'identification des dangers et les actions permettant de les maîtriser (plans de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau). Un guide intitulé « *Initier, mettre en œuvre et faire vivre un PGSSE* » à l'attention des acteurs de la production et/ou de la distribution d'eau a été publié en mars 2021. Il propose une méthode pragmatique et des outils d'aide à l'identification des dangers, des événements dangereux et des mesures de maîtrise des risques afin de mettre en œuvre un PGSSE.

Une formation spécifique a été mise en place à ce sujet par l'Ecole des hautes études en santé publique (EHESP) en lien avec le ministère des solidarités et de la santé, à l'attention première des personnels des ARS.

8. Dans le tableau qui suit, veuillez indiquer le pourcentage de la population bénéficiant de l'eau de boisson en application d'un plan de sécurité de l'eau.

Précisez la source des données. Si celles-ci sont manquantes, indiquez-le par un trait continu (-).

<i>Pourcentage de la population</i>	<i>Valeur la plus récente (précisez l'année)</i>
Total	-

3. Accès équitable à l'eau et à l'assainissement

9. L'accès équitable à une eau de boisson sûre et à l'assainissement a-t-il fait l'objet d'une évaluation ?

OUI ☒ NON ☐ EN COURS ☐

10. Les politiques ou les programmes nationaux prévoient-ils des mesures à l'effet d'améliorer l'équité d'accès à l'eau et à l'assainissement ? Veuillez cocher les cases qui conviennent :

- ☒ Mesures visant à réduire les disparités géographiques ;
- ☒ Mesures visant à assurer l'accès pour les groupes vulnérables et marginalisés ;
- ☒ Mesures visant à permettre que l'eau et l'assainissement restent à la portée de tous.

11. Si oui, veuillez faire état des politiques ou des réglementations nationales pertinentes.

Cf. 2^{ème} partie ; chapitres III (eau) et IV (assainissement).

Septième partie

Renseignements sur la personne qui soumet le rapport

Le rapport ci-après est soumis au nom de **FRANCE** conformément à l'article 7 du Protocole sur l'eau et la santé.

Nom du responsable chargé de soumettre le rapport national :

Courriel : dgs-ca4@sante.gouv.fr

Téléphone :

Nom et adresse de l'autorité nationale : **Ministère des solidarités et de la santé, Direction générale de la santé ; 14 avenue Duquesne ; 75350 PARIS 07 SP**

Signature : **Le Directeur Général de la Santé,**

Date : **02 MAI 2022**

Professeur Jérôme SALOMON

Soumission des rapports

1. Les Parties sont tenues de présenter leur rapport récapitulatif au secrétariat commun en utilisant le présent modèle et en se conformant aux directives adoptées en matière d'établissement de rapports, dans un délai de deux cent dix jours avant la session suivante de la Réunion des Parties. Elles sont encouragées à le faire sans attendre la date limite pour faciliter la préparation des analyses et des synthèses devant être mises à la disposition de la Réunion des Parties.

2. Il est demandé aux Parties de faire parvenir à chacun des deux destinataires ci-dessous un exemplaire original signé par courrier postal, ainsi qu'une copie électronique par courriel. Les copies électroniques seront transmises dans un format lisible par un logiciel de traitement de texte.

Secrétariat commun du Protocole sur l'eau et la santé

Commission économique pour l'Europe

Palais des Nations

1211 Genève 10

Suisse

(Courriel : protocol.water_health@unece.org)

Organisation mondiale de la Santé-Bureau régional pour l'Europe

Centre européen pour l'environnement et la santé de l'OMS

Platz der Vereinten Nationen 1

53113 Bonn

Allemagne

(Courriel : euwatsan@who.int)